

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 2380

26 septembre 2013

SOMMAIRE

AAC Capital 2002 Lux Sàrl	114194	Claymore Holding S.A.	114199
Activa Meat	114194	C.M. Invest S.A.	114203
Adon S.A.	114195	Commercial Real Estate Loans SCA	114198
Agir Luxembourg S.A.	114195	Corning Finance Luxembourg S.à r.l.	114200
AI Diversified Holdings S.à r.l.	114195	Corning Financial Services S.à r.l.	114203
AI European Holdings S.à r.l.	114196	CorpSol Partners Holding	114198
Altheys S.à r.l.	114196	DB Secondary Opportunities SICAV-SIF	114202
Antias Finance S.A.	114197	Dole Luxembourg II S.à r.l.	114202
Aperam	114197	Domino Artstyle Sàrl	114200
Aquarius International S.A.	114198	Eden 2 & Cie S.C.A.	114202
Assurances Siebenaller S.A.	114198	Electro-Stugalux S.A.	114195
Assurances Siebenaller S.A.	114199	Elitek S.A.	114196
Auto-Ecole Dan S.A.	114199	Embima Participations SA	114201
Bavarian Sky S.A.	114200	(ES) ² GROUP S.A.	114236
BBW 1 Investment S.à r.l.	114194	ETMF II Radio S.à r.l.	114203
Benetton Holding International N.V. S.A.	114201	EYNAV Capital S.A.	114203
B.F.C.P. S.A.	114199	FIDUS Opportunities Fund SCA-SICAV-SIF	114206
Bingen S.A.	114201	H&F Caribou Luxco 1 S.à r.l.	114218
Blue Mountain Holding S.A.	114195	Level 3 Communications PEC Luxembourg I S.à r.l.	114205
Boma-Luxembourg S.A.	114202	LI Lux 1 S.à r.l.	114217
Boma-Luxembourg S.A.	114202	Mabriel Immobilier S.A.	114217
Bonouy S.A.	114203	Mac Pulford S.A.	114217
Breeze Finance S.A.	114201	Matériaux de Construction S.A.	114204
BV Acquisitions X S.à r.l.	114196	Matterhorn S.à r.l.	114204
Cameron Lux MXN Sàrl	114200	OneBeacon Investments (Luxembourg) S.à r.l.	114205
Capital Custodian	114199	Onesubsea Lux AUD Sàrl	114205
Carling Lake Sàrl	114196	Onesubsea Lux EUR Sàrl	114205
Castello (Lux) Holdings S.à r.l.	114197	OwensHill S.A.	114204
Castello (Lux) Holdings S.à r.l.	114197	Q-International	114200
CBRE GMM Global Osiris Luxembourg S.à r.l.	114197	RAGLAN German Property S.A.	114240
CBS Luxembourg S.à r.l.	114194	Rihold S.à r.l.	114226
Centrum NS Luxembourg Sàrl	114198		
Chiron B1 S.à r.l.	114201		

AAC Capital 2002 Lux Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 138.695.

Les statuts coordonnés suivant l'acte n° 66950 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013110842/10.

(130134979) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 août 2013.

Activa Meat, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5405 Bech-Kleinmacher, 64-70, route du Vin.

R.C.S. Luxembourg B 136.316.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Senningerberg, le 2 août 2013.

Référence de publication: 2013110854/10.

(130135352) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 août 2013.

BBW 1 Investment S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1835 Luxembourg, 17, rue des Jardiniers.

R.C.S. Luxembourg B 165.599.

EXTRAIT

Par résolution du conseil de gérance en date du 28 juin 2013, le conseil de gérance a décidé d'adopter la résolution suivante:

1. Le siège social de la société a été transféré du 16, avenue Pasteur, L-2310 Luxembourg à 17, rue des Jardiniers, L-1835 Luxembourg, avec effet immédiat.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait sincère et conforme

Signature

Le mandataire

Référence de publication: 2013110919/17.

(130134851) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 août 2013.

CBS Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: USD 431.352,00.**

Siège social: L-2522 Luxembourg, 6, rue Guillaume Schneider.

R.C.S. Luxembourg B 150.517.

EXTRAIT

Il résulte des résolutions prises par l'associé unique de la Société en date du 15 juillet 2013 que

1. La démission de Madame Céline PIGNON gérant de catégorie B a été acceptée avec effet au 1^{er} août 2013.

2. Monsieur Sébastien PAULY, né le 21 mai 1982 à Verviers (Belgique) et demeurant professionnellement au 16, avenue Pasteur L-2310 Luxembourg a été nommé gérant de catégorie B avec effet au 1^{er} août 2013 et ce pour une durée indéterminée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme

Luxembourg, le 1^{er} août 2013.

Référence de publication: 2013110988/17.

(130135146) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 août 2013.

Adon S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2340 Luxembourg, 34B, rue Philippe II.

R.C.S. Luxembourg B 37.175.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Adon SA

Référence de publication: 2013110855/10.

(130134845) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 août 2013.

Agir Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25B, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 113.131.

Le bilan au 31/12/2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18 juillet 2013.

Référence de publication: 2013110858/10.

(130134418) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 août 2013.

Blue Mountain Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2522 Luxembourg, 6, rue Guillaume Schneider.

R.C.S. Luxembourg B 78.219.

EXTRAIT

La société prend acte que Monsieur Patrick MOINET, né le 6 juin 1975 à Bastogne (Belgique), demeurant à 156 rue Albert Unden, L-2652 Luxembourg, a été nommé en tant que représentant permanent de Pal Management Services, administrateur de la Société, avec effet au 1^{er} août 2013.

Par ailleurs, la société prend acte que le siège social de Pal Management Services, administrateur de la Société, a été transféré au 16, avenue Pasteur, L-2310 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 1^{er} août 2013.

Référence de publication: 2013110926/15.

(130135156) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 août 2013.

AI Diversified Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1420 Luxembourg, 15-17, avenue Gaston Diderich.

R.C.S. Luxembourg B 169.670.

Le Bilan au 31 décembre 2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 1^{er} août 2013.

Signature.

Référence de publication: 2013110860/10.

(130134577) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 août 2013.

Electro-Stugalux S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8030 Strassen, 96, rue du Kiem.

R.C.S. Luxembourg B 82.240.

Les comptes annuels au 31.12.2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013111091/9.

(130135165) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 août 2013.

Elitek S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 47.916.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

ELITEK S.A.

Signatures

Administrateur / Administrateur

Référence de publication: 2013111094/12.

(130135334) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 août 2013.

AI European Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1420 Luxembourg, 15-17, avenue Gaston Diderich.

R.C.S. Luxembourg B 168.122.

Le Bilan au 31 décembre 2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 1^{er} août 2013.

Signature.

Référence de publication: 2013110861/10.

(130134559) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 août 2013.

Altheys S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2413 Luxembourg, 43, rue du Père Raphaël.

R.C.S. Luxembourg B 85.860.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Senningerberg, le 1^{er} août 2013.

Référence de publication: 2013110864/10.

(130135180) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 août 2013.

BV Acquisitions X S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1835 Luxembourg, 17, rue des Jardiniers.

R.C.S. Luxembourg B 178.587.

Les statuts coordonnés au 10 juillet 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Marc Loesch

Notaire

Référence de publication: 2013110940/11.

(130134429) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 août 2013.

Carling Lake Sàrl, Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Siège social: L-2346 Luxembourg, 20, rue de la Poste.

R.C.S. Luxembourg B 134.640.

Les comptes annuels pour la période du 1^{er} janvier 2012 au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013110949/11.

(130134528) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 août 2013.

Castello (Lux) Holdings S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5365 Munsbach, 6C, rue Gabriel Lippmann.

R.C.S. Luxembourg B 104.838.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la Société

Un gérant

Référence de publication: 2013110951/11.

(130134782) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 août 2013.

Castello (Lux) Holdings S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5365 Munsbach, 6C, rue Gabriel Lippmann.

R.C.S. Luxembourg B 104.838.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la Société

Un gérant

Référence de publication: 2013110952/11.

(130134783) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 août 2013.

Antias Finance S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 17, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 95.039.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013110870/10.

(130135544) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 août 2013.

Aperam, Société Anonyme.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 12C, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 155.908.

Les comptes statutaires annuels pour l'exercice du 26 janvier au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013110872/10.

(130134544) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 août 2013.

CBRE GMM Global Osiris Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1246 Luxembourg, 2, rue Albert Borschette.

R.C.S. Luxembourg B 139.527.

Le bilan au 31 décembre 2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

Pour CBRE Global Osiris Luxembourg S.à.r.l.

Northern Trust Luxembourg Management Company S.A.

Référence de publication: 2013110987/12.

(130134489) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 août 2013.

Centrum NS Luxembourg Sàrl, Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 15.000,00.**

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 85.523.

Les comptes annuels arrêtés au 31/12/2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

CENTRUM NS LUXEMBOURG S.à r.l.

Société à responsabilité limitée

Référence de publication: 2013110996/12.

(130134701) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 août 2013.

Aquarius International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1325 Luxembourg, 3, rue de la Chapelle.

R.C.S. Luxembourg B 139.402.

Le bilan et annexes au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 30 juillet 2013.

Signature.

Référence de publication: 2013110873/10.

(130134480) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 août 2013.

Assurances Siebenaller S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8210 Mamer, 90, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 100.539.

Les comptes annuels au 31.12.2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013110876/10.

(130134977) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 août 2013.

Commercial Real Estate Loans SCA, Société en Commandite par Actions - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 21, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 157.337.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 31 juillet 2013.

Référence de publication: 2013110961/11.

(130134648) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 août 2013.

CorpSol Partners Holding, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8086 Bertrange, 34, Cité Am Wenkel.

R.C.S. Luxembourg B 129.664.

Dépôt rectificatif (L130097125)

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013110972/11.

(130134556) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 août 2013.

Assurances Siebenaller S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8210 Mamer, 90, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 100.539.

Les comptes annuels au 31.12.2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013110877/10.

(130135263) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 août 2013.

Auto-Ecole Dan S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8238 Mamer, 5, rue Pierre Krier Becker.

R.C.S. Luxembourg B 74.679.

Les comptes annuels clôturés au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013110882/10.

(130135337) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 août 2013.

B.F.C.P. S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8824 Perle, 4, rue de la Poste.

R.C.S. Luxembourg B 103.895.

Les comptes annuels au 31/12/2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013110889/10.

(130134855) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 août 2013.

Capital Custodian, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2213 Luxembourg, 16, rue de Nassau.

R.C.S. Luxembourg B 94.876.

Les comptes annuels au 31/12/2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

A.T.T.C. Management s.à r.l.

Le gérant

Edward Patteet

Représentant permanent

Référence de publication: 2013110981/13.

(130135443) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 août 2013.

Claymore Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1118 Luxembourg, 19, rue Aldringen.

R.C.S. Luxembourg B 22.846.

Le bilan au 31 décembre 2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour HOOGEWERF & CIE**Agent domiciliataire*

Référence de publication: 2013111010/11.

(130134669) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 août 2013.

Cameron Lux MXN Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 26, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 154.339.

Il résulte d'une décision de l'associé unique de la Société en date du 17 janvier 2013, de nommer en tant que Délégué à la gestion journalière de la Société; Monsieur Fulton CROOS-MORAES, né le 12 octobre 1960 à Colombo, Sri Lanka, résidant professionnellement au 26, Boulevard Royal, L-2449 Luxembourg en remplacement de Madame Stacie JARRETT avec effet au 17 janvier 2013 et ce pour une durée indéterminée.

Avec le pouvoir de signature suivant;

Il pourra valider par sa seule signature jusqu'à EUR 7,500.00 et conjointe avec un autre gérant pour tout montant supérieur.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 31 juillet 2013.

Référence de publication: 2013110978/16.

(130134383) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 août 2013.

Corning Finance Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 3.020.093.965,00.

Siège social: L-8030 Strassen, 163, rue du Kiem.

R.C.S. Luxembourg B 118.156.

Extrait des décisions de l'associé unique

Première résolution

L'associé unique décide d'accepter la démission de Monsieur Luke Kelly de sa fonction de gérant de catégorie A de la Société avec effet au 31 juillet 2013.

Seconde résolution

L'associé unique décide de nommer, avec effet au 1^{er} août 2013, Monsieur James Michaelson, résident 23 Timber Lane, Painted Post, New York 14870, U.S.A., comme gérant de catégorie A de la Société pour une durée indéterminée.

Strassen, le 1^{er} août 2013.

Référence de publication: 2013110967/16.

(130135395) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 août 2013.

Bavarian Sky S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 9B, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 127.982.

Les comptes annuels au 31/12/2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013110894/10.

(130135028) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 août 2013.

Q-International, Société à responsabilité limitée,

(anc. Domino Artstyle Sàrl).

Siège social: L-8360 Goetzingen, 3B, rue des Champs.

R.C.S. Luxembourg B 103.662.

Les statuts coordonnés de la société, rédigés en suite de l'assemblée générale du 11.07.2013, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Capellen.

Référence de publication: 2013111053/12.

(130134596) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 août 2013.

Benetton Holding International N.V. S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1136 Luxembourg, 1, place d'Armes.

R.C.S. Luxembourg B 89.124.

Le bilan et l'annexe au 31 décembre 2012 de la Société, ainsi que les autres documents et informations qui s'y rapportent, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013110900/10.

(130134490) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 août 2013.

Breeze Finance S.A., Société Anonyme de Titrisation.

Siège social: L-2180 Luxembourg, 8-10, rue Jean Monnet.

R.C.S. Luxembourg B 117.886.

Die Bilanz am 31.12.2012 wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Unterschrift.

Référence de publication: 2013110912/10.

(130134639) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 août 2013.

Chiron B1 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 1-3, boulevard de la Foire.

R.C.S. Luxembourg B 164.304.

Il résulte d'une décision de l'associé unique de la Société en date du 26 juillet 2013, de reclassifier les gérants suivants:

- Madame Linda HARROCH en tant que gérant de catégorie B de la Société avec effet au 17 juillet 2013;
- Madame Julia KLINGEN en tant que gérant de catégorie A de la Société avec effet au 17 juillet 2013;
- Monsieur Geoffrey HENRY en tant que gérant de catégorie A de la Société avec effet au 17 juillet 2013;
- Monsieur Nathan LANE en tant que gérant de catégorie B de la Société avec effet au 17 juillet 2013; et
- Monsieur Alain STEICHEN en tant que gérant de catégorie B de la Société avec effet au 17 juillet 2013.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 31 juillet 2013.

Référence de publication: 2013110956/15.

(130134971) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 août 2013.

Bingen S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2340 Luxembourg, 34B, rue Philippe II.

R.C.S. Luxembourg B 102.261.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Bingen SA

Référence de publication: 2013110924/10.

(130134858) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 août 2013.

Embima Participations SA, Société Anonyme.

Siège social: L-1465 Luxembourg, 1, rue Michel Engels.

R.C.S. Luxembourg B 153.694.

Les comptes annuels au 31.12.2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013111095/9.

(130134438) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 août 2013.

Boma-Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1274 Howald, 5, rue des Bruyères.

R.C.S. Luxembourg B 76.411.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013110930/10.

(130134811) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 août 2013.

Boma-Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1274 Howald, 5, rue des Bruyères.

R.C.S. Luxembourg B 76.411.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013110931/10.

(130134812) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 août 2013.

DB Secondary Opportunities SICAV-SIF, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 47, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 165.589.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013111034/11.

(130135152) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 août 2013.

Dole Luxembourg II S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 149.099.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour DOLE LUXEMBOURG II S.à r.l.

Intertrust (Luxembourg) S.A.

Référence de publication: 2013111049/11.

(130135355) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 août 2013.

Eden 2 & Cie S.C.A., Société en Commandite par Actions.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 1-3, boulevard de la Foire.

R.C.S. Luxembourg B 137.778.

L'assemblée générale annuelle des actionnaires tenue en date du 1^{er} août 2013 a décidé de remplacer Geoffrey LIMPACH en tant que membre du conseil de surveillance par Julia KLINGEN, née le 13 décembre 1982 à Boppard (Allemagne) et ayant son adresse professionnelle au 1-3, boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg, avec effet au 1^{er} août 2013 et jusqu'à l'assemblée générale annuelle qui se tiendra en 2018;

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013111062/12.

(130134430) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 août 2013.

Bonouy S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-9775 Weicherdange, Maison 11A.
R.C.S. Luxembourg B 78.955.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Fait à Luxembourg, le 02/08/2013.

Référence de publication: 2013110932/10.

(130135358) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 août 2013.

C.M. Invest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 8, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 117.828.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013110941/10.

(130135545) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 août 2013.

Corning Financial Services S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 20.000,00.

Siège social: L-8030 Strassen, 163, rue du Kiem.
R.C.S. Luxembourg B 178.206.

Extrait des décisions de l'associé unique

Première résolution

L'associé unique décide d'accepter la démission de Monsieur Luke Kelly de sa fonction de gérant de catégorie A de la Société avec effet au 31 juillet 2013.

Seconde résolution

L'associé unique décide de nommer, avec effet au 1^{er} août 2013, Monsieur James Michaelson, résident 23 Timber Lane, Painted Post, New York 14870, U.S.A., comme gérant de catégorie A de la Société pour une durée indéterminée.
Strassen, le 1^{er} août 2013.

Référence de publication: 2013110968/16.

(130135398) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 août 2013.

ETMF II Radio S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1526 Luxembourg, 50, Val Fleuri.
R.C.S. Luxembourg B 71.284.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Référence de publication: 2013111109/9.

(130134546) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 août 2013.

EYNAV Capital S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 21, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.
R.C.S. Luxembourg B 166.585.

Les comptes annuels au 31/12/2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Référence de publication: 2013111128/9.

(130134657) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 août 2013.

Matériaux de Construction S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8030 Strassen, 96, rue du Kiem.

R.C.S. Luxembourg B 64.531.

Extrait des résolutions prises à l'assemblée générale ordinaire annuelle du 10 juin 2013

L'assemblée générale ordinaire a renouvelé les mandats suivants pour une période de 6 ans:

1. Monsieur Fernand HEMMEN, administrateur et Président du Conseil d'administration, né le 14 octobre 1958, demeurant à 19, rue des Violettes, L-8023 Strassen,

2. Monsieur Patrick MOES, administrateur, né le 13 juin 1964 à Esch-sur-Alzette, demeurant à 30, Cité Millewée, L-8064 Bertrange.

3. Monsieur Joël SCHONS, né le 29 janvier 1973 à Luxembourg, demeurant à 9, rue de Mondorf, L-5470 Wellenstein.

L'assemblée générale ordinaire a décidé de renommer la société Fiduciaire Cabexco S.à r.l., ayant son siège social à L-8399 Windhof, 2, rue d'Arlon, enregistrée au R.C.S. Luxembourg sous le numéro B 139890, en tant que commissaire aux comptes pour une période prenant fin à la prochaine assemblée générale ordinaire en relation avec les comptes de l'exercice 2013.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013111398/19.

(130135393) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 août 2013.

Matterhorn S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 1-3, boulevard de la Foire.

R.C.S. Luxembourg B 167.161.

Il résulte d'une décision de l'associé unique de la Société en date du 26 juillet 2013:

(i) D'accepter la démission de Madame Isabelle PROBSTEL et de Madame Cindy TEIXEIRA en tant que gérants de la Société avec effet au 17 juillet 2013.

(ii) De nommer avec effet au 17 juillet 2013 et ce pour une durée illimitée;

- Madame Julia KLINGEN, née le 13 décembre 1982 à Boppard, Allemagne, résidant professionnellement au 1-3 Boulevard de la Foire, L - 1528 Luxembourg en tant que gérant de catégorie A de la Société; et

- Monsieur Alain STEICHEN, né le 28 avril 1958 à Luxembourg, Luxembourg, résidant professionnellement au 2, rue Peternelchen, L-2370 Howald, Luxembourg, en tant que gérant de catégorie B de la Société.

(iii) De reclassifier Madame Linda HARROCH en tant que gérant de catégorie B de la Société avec effet au 17 juillet 2013.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 31 juillet 2013.

Référence de publication: 2013111399/19.

(130134972) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 août 2013.

OwensHill S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1611 Luxembourg, 51, avenue de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 162.436.

Extrait du procès verbal de l'assemblée générale ordinaire de l'actionnaire unique du 25 avril 2013 à 16:45 heures

Septième résolution

L'actionnaire unique décide de renouveler le mandat de monsieur Frédéric Seince, demeurant professionnellement 51 Avenue de la Gare L-1611 en qualité d'Administrateur jusqu'à l'Assemblée Générale Ordinaire approuvant les comptes annuels 2013.

Huitième résolution

L'actionnaire unique décide de renouveler le mandat du commissaire aux comptes AUDIEX S.A., demeurant professionnellement 57 Avenue de la Faïencerie L-1510 Luxembourg, pour les exercices comptables commençant en janvier 2012 et en janvier 2013.

Référence de publication: 2013111481/16.

(130135354) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 août 2013.

Onesubsea Lux AUD Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 26, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 175.963.

Il résulte d'une décision de l'associé unique de la Société en date du 29 juillet 2013;

De nommer en tant que Gérant au Conseil de Gérance de la Société; Monsieur Joachim BOETTIGER, né le 16 février 1980 à Aalen, Allemagne, résidant professionnellement au 1, Lueckenweg, D-29227 Celle, Allemagne avec effet immédiat pour une durée indéterminée;

et

De rayer Monsieur Keith H. JENNINGS et Monsieur William C. LEMMER en tant que gérants de la société avec effet immédiat.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 1^{er} août 2013.

Référence de publication: 2013111486/16.

(130134455) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 août 2013.

Onesubsea Lux EUR Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 26, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 175.964.

Il résulte d'une décision de l'associé unique de la Société en date du 29 juillet 2013;

De nommer en tant que Gérant au Conseil de Gérance de la Société; Monsieur Joachim BOETTIGER, né le 16 février 1980 à Aalen, Allemagne, résidant professionnellement au 1, Lueckenweg, D-29227 Celle, Allemagne avec effet immédiat pour une durée indéterminée;

et

De rayer Monsieur Keith H. JENNINGS et Monsieur William C. LEMMER en tant que gérants de la société avec effet immédiat.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 1^{er} août 2013.

Référence de publication: 2013111487/16.

(130134454) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 août 2013.

Level 3 Communications PEC Luxembourg I S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2121 Luxembourg, 208, Val des Bons-Malades.

R.C.S. Luxembourg B 70.471.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature

Un Mandataire

Référence de publication: 2013111349/11.

(130134660) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 août 2013.

OneBeacon Investments (Luxembourg) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: USD 300.526.500,00.**

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 145.814.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 29 juillet 2013.

Référence de publication: 2013111477/11.

(130134530) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 août 2013.

FIDUS Opportunities Fund SCA-SICAV-SIF, Société d'Investissement à capital variable - fonds d'investissement spécialisé sous la forme d'une société en commandite par actions.

Siège social: L-1736 Senningerberg, 5, rue Heienhaff.

R.C.S. Luxembourg B 179.264.

STATUTES

In the year two thousand and thirteen, on the nineteenth day of July.

Before us Maître Edouard Delosch, notary residing in Diekirch, Grand Duchy of Luxembourg.

THERE APPEARED:

FIDUS Opportunities GP, S.à r.l., a company organized and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, whose registered office is at 5, rue Heienhaff, L-1736 Senningerberg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number [registration pending], here represented by Kristian Schnitter, LL.M., with professional address in Luxembourg, by virtue of a proxy under private seal given in Düsseldorf, Germany on 18 July 2013;

and

FIDUS Capital AG, a company organized and existing under the laws of Germany, whose registered office is at Schirmerstrasse 49, D-40211 Düsseldorf, Germany, registered with the Commercial Register of Germany under number 109715, here represented by Pierre Weimerskirch, managing director, with professional address in Luxembourg, by virtue of a proxy under private seal given in Düsseldorf, Germany on 11 July 2013.

The said proxies, signed by the appearing persons and the undersigned notary, shall remain annexed to this document to be filed with the registration authorities.

The appearing parties, represented as above, have requested the undersigned notary, to state as follows the articles of incorporation of a corporate partnership limited by shares (société en commandite par actions), which is hereby incorporated:

Introduction

Definitions

Unless defined elsewhere in these Articles of Association or unless the context indicates otherwise, capitalized words and expressions have the meaning as described below:

1915 Law	means the Luxembourg law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended;
2007 Law	means the Luxembourg law of 13 February 2007 on specialised investment funds, as amended;
2010 Law	means the Luxembourg law of 17 December 2010 on undertakings for collective investment, as amended;
AIFMD	means the Directive 2011/61/EU of the European Parliament and of the Council of 8 June 2011 on alternative investment fund managers;
Articles	means these articles of association of the Fund;
Business Day	means a day on which banks are open for business in Luxembourg;
Capital Commitment	means the maximum amount (denominated in euro) contributed or agreed to be contributed to a relevant Compartment by way of subscription for Shares pursuant to the prospective Shareholder Commitment Agreement (including any additional Capital Commitment made by such Shareholder at any Subsequent Closing);
Cause	means (i) the material breach of the Issuing Document, the Articles or the Commitment Agreement by the General Partner to the detriment of the Fund through gross negligence or wilful misconduct (including fraud), (ii) the insolvency, administration, involuntary reorganization and bankruptcy of the General Partner; or (iii) the failure by the General Partner to recommend a proposal on the future investment management of the Fund in the case of termination of the fund servicing agreement entered into with the Management Company;
Commitment Agreement	means the commitment agreement entered into by a prospective Shareholder in respect of a given Compartment and setting forth (i) the rights and obligations of such Shareholder in relation to its subscription for Shares and (ii) the representations and warranties given by such Shareholder in favor of the Fund and the concerned Compartment;
Compartment	means a compartment of the Fund, the Compartment Specifications of which are set out in the relevant Supplemental Issuing Document;

Compartment Specifications	means the terms and conditions applicable to a given Compartment, as set out in the relevant Supplemental Issuing Document, as amended from time to time;
CSSF	means Commission de Surveillance du Secteur Financier;
Eligible Investors	means Well-Informed Investor or Semi-Professional Investor as well as any other specific categories of persons to which the offering of shares may be restricted in certain jurisdictions in order to conform to local law, customs, or business practice or for fiscal or any other reason as further indicated in the Issuing Document;
EVCA	means the European Private Equity and Venture Capital Association;
Fund	shall have the meaning ascribed to that term in article 1 thereof;
General Meeting	means the general meeting of Shareholders of the Fund, convened as a collective body and where applicable, the general meeting of Shareholders of a given Compartment only;
General Partner	means FIDUS Opportunities GP, S.à r.l., a private limited company (société à responsabilité limitée) under Luxembourg law, having its registered office at Airport Center Luxembourg, 5, rue Heienhaff, L-1736 Senningerberg, Grand Duchy of Luxembourg, with a share capital of EUR 12,500, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number [registration pending], acting as the managing general partner (associé gérant commandite) of the Fund;
Issuing Document	means the offering document issued in respect of the Fund, as amended from time to time, together with the relevant Supplemental Issuing Document(s);
Management Share	means one (1) unlimited management share reserved to and subscribed by the General Partner as managing general partner (associé gérant commandite) of the Fund;
NAV	means the net asset value;
Ordinary Share	means shares issued to Investors in exchange for contribution of their Capital Commitment to the Compartment;
RICS Red Book	means Royal Institution of Chartered Surveyors' Appraisal and Valuation Standards;
Semi-Professional Investor	(i) any Investor who (a) commits to invest a minimum of EUR 200,000 and (b) states in writing, in a separate document from the Commitment Agreement, that he is aware of the risks associated with the envisaged Commitment or investment; provided that the General Partner or any appointed agent (x) undertakes an assessment of the expertise, experience and knowledge of the investor, without presuming that the investor has the market knowledge and experience of those listed in Section I of Annex II of Directive 2004/39/EC; (y) is reasonably assured, in light of the nature of the commitment or investment envisaged, that the investor is capable of making his own investment decisions and understanding the risks involved and that a commitment of this kind is appropriate for such an investor; (z) confirms in writing that to the investor that it has undertaken the assessment referred to in point (x) and that the conditions set out in point (y) are fulfilled; (ii) staff of the General Partner or any appointed agent, including senior management, risk takers, control functions and any employee receiving total remuneration that takes them into the same remuneration bracket as senior management and risk takers, whose professional activities have a material impact on the risk profiles of the Fund; (iii) any Investor who commits to invest a minimum of EUR 10,000,000;
Shareholder(s)	means a holder of Shares (including, as applicable the General Partner), and whose liability is limited to the amount of their Capital Commitment to the Fund (with the exception of the General Partner whose liability is unlimited);
Share(s)	means a share(s) of a particular class or category (if any) in a specific Compartment;
Supplemental Issuing Document	means the relevant supplemental Issuing Document relating to a specific Compartment;
Valuation Day	means a day as of which the net asset value per Compartment is calculated, being at least once per year as set forth in the relevant Compartment Specifications in the relevant Supplemental Issuing Document;
Well-Informed Investor	means any institutional investor, any professional investor and any investor who meets the following conditions: (i) the investor has confirmed in writing that it adheres to the status of "Well-Informed Investor"; and (ii) either (a) the investor invests a minimum of one hundred and twenty-five thousand euro (EUR 125,000) in the Fund; or (b) the investor has obtained an assessment made by a credit institution within the meaning of Directive 2006/48/EC, by an investment firm within the meaning of Directive 2004/39/EC, or by a management company within the meaning of Directive 2009/65/EC certifying such investor's expertise, experience and knowledge in adequately appraising an investment in the Fund.

Interpretation

For the avoidance of doubt, all actions of the General Partner shall be actions of the General Partner for and on behalf of the Fund and only as of the Fund, and may be entrusted to an appointed agent such as may be statutorily regulated or an alternative investment fund manager where applicable.

Title I - Name - Form - Duration - Purpose – Registered office

Art. 1. Form and Name. There exists in respect of the General Partner, the existing Shareholders and between all those who may become Shareholders, a company in the form of a corporate partnership limited by shares (société en commandite par actions) qualifying as a multi compartment investment company with variable capital (société d'investissement à capital variable) organised as a specialised investment fund (fonds d'investissement spécialisé) pursuant to the 2007 Law with the name of FIDUS Opportunities Fund SCA-SICAV-SIF (hereafter the Fund).

Art. 2. Duration.

2.1 The Fund is established for an unlimited duration.

2.2 The Fund shall end with the dissolution and the liquidation of its last Compartment.

2.3 The Fund may also be dissolved in accordance with the provisions of the Articles and the Issuing Document.

Art. 3. Purpose.

3.1 The purpose of the Fund is the collective investment of its assets directly and/or indirectly in real property and real estate securities and assimilated assets.

3.2 The investment objectives and policies of the Fund shall be more fully described by the General Partner pursuant to article 15 hereof and shall be disclosed in the Issuing Document.

3.3 The Fund may take any measures and carry out any transaction which it may deem useful for the accomplishment and development of its purpose to the full extent permitted under the 2007 Law.

Art. 4. Registered office.

4.1 The registered office of the Fund is established in Senningerberg, in the Grand Duchy of Luxembourg. Branches or other offices may be established either in Luxembourg or abroad by simple decision of the General Partner.

4.2 In the event that the General Partner determines that extraordinary political, military, economic or social developments have occurred or are imminent that would interfere with the normal activities of the Fund at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances. Such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Fund which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg entity.

Title II - Share capital - Compartments - Shares - Net asset value

Art. 5. Share Capital.

5.1 The Fund is a multi compartment investment company with variable capital (société d'investissement à capital variable). The share capital of the Fund shall be represented by fully paid up Shares of no par value and shall at any time be equal to the total net assets of the Fund and its Compartments as determined in article 12 hereof.

5.2 The minimum capital of the Fund shall be one million two hundred fifty thousand euro (EUR 1,250,000.-). The Fund shall be required to establish this level of minimum capital within twelve (12) months after the date on which the Fund has been registered as an undertaking for collective investment on the official list of specialised investment funds subject to the supervision of the CSSF in accordance with the 2007 Law.

5.3 The initial share capital is thirty one thousand euros (EUR 31,000).

5.4 The General Partner is authorized without any limitation to issue additional fully or partly paid up Shares at any time in accordance with article 8 hereof at an offer price to be determined by the General Partner without having to reserve to the existing Shareholder(s) a preferential subscription right of the Shares to be issued.

5.5 At incorporation, the share capital of the Fund was represented by the following categories of Shares:

1) one (1) Management Share which has been subscribed by the General Partner as the managing general partner (associé gérant commandite) of the Fund;

2) 30.999 Ordinary Shares which have been subscribed by FIDUS Capital AG.

5.6 The General Partner may, in the future, offer new share classes or categories without the approval of the General Meeting. Such new classes or categories of Shares may be issued on terms and conditions that differ from the existing classes or categories of Shares, including without being limitative, the amount of the management fee attributable to those Shares, and other rights relating to the liquidity of Shares. In such a case, the Issuing Document shall be updated accordingly.

Art. 6. Compartments.

6.1 The Fund has been set up as a multi-compartment investment company within the meaning of article 71 of the 2007 Law, as outlined in the Issuing Document and will have the possibility to create additional Compartments, in accordance with the provisions of the 2007 Law.

6.2 The Fund constitutes a single legal entity, but the assets of each Compartment shall be invested for the sole benefit of the Shareholders of the corresponding Compartment and the assets of a specific Compartment are solely accountable for the liabilities, commitments and obligations of the Compartment.

6.3 The Compartments will be subject to independent economic terms, but will share a common management team. Taken together, the Compartments constitute the Fund. References herein to the Fund shall mean the Compartments altogether or each Compartment, as the context may require.

6.4 The Shares to be issued in a Compartment pursuant to article 5 hereof, may, as the General Partner shall determine, be of one or more different classes or categories, the features, terms and conditions of which shall be described in the Compartment Specifications in the Supplemental Issuing Document.

6.5 For the purpose of determining the share capital of the Fund, the net assets attributable to each Compartment shall, if not denominated in euro, be converted into euro and the capital shall be the aggregate of the net assets of all the Compartments.

6.6 For consolidation purposes, the base currency of the Fund is in euro.

6.7 Upon the launch of each additional Compartment, the General Partner will subscribe for one or more Management Shares to be issued in respect of the relevant Compartment.

Art. 7. Form of Shares.

7.1 The Fund shall issue Shares in registered form only.

7.2 All issued registered Shares of the Fund shall be registered in the register of Shareholders which shall be kept by the Fund or by one or more persons designated thereto by the Fund, and such register shall contain the name of each owner of registered Shares, their residence or elected domicile as indicated to the Fund, the number of registered Shares held by them and the amount paid up in respect of each Share or fraction thereof.

7.3 The inscription of the Shareholder's name in the register of Shareholders evidences a right of ownership on such registered Shares. The Fund will not issue certificates for such inscription, but each Shareholder shall receive a written confirmation of its shareholding.

7.4 Transfer of registered Shares shall occur by a written declaration of transfer to be inscribed in the register of Shareholders, dated and signed by the transferor and transferee, or by persons holding suitable powers of attorney to act on their behalf. Subject to the provisions of article 10 hereof, any transfer of registered Shares shall be entered into the register of Shareholders; such inscription shall be signed by the General Partner and any agent of the Fund or by any other person duly authorized for this purpose by the General Partner.

7.5 Shareholders shall provide the General Partner with an address to which all notices and announcements may be sent. Such address will also be entered in the register of Shareholders.

7.6 In the event that a Shareholder does not provide an address, the Fund may permit a notice to this effect to be entered into the register of Shareholders and the Shareholder's address will be deemed to be at the registered office of the Fund, or such other address as may be so entered into by the Fund from time to time, until another address shall be provided to the Fund by such Shareholder. A Shareholder may, at any time, change his address as entered in the register of Shareholders by means of a written notification to the Fund at its registered office, or at such other address as may be set by the Fund from time to time.

7.7 The Fund recognizes only one (1) owner per Share. If one (1) or more Shares are jointly owned or if the ownership of such Shares(s) is disputed, all persons claiming a right to such Share(s) must appoint a sole attorney to represent such shareholding in dealings with the Fund. The failure to appoint such attorney shall result in a suspension of all rights attached to such Share(s). Moreover, in the case of joint Shareholders, the Fund reserves the right to pay any redemption proceeds, distributions or other payments to the first registered holder only, whom the Fund may consider to be the representative of all joint holders, or to all joint Shareholders together, at its absolute discretion.

7.8 The Fund may decide to issue fractional Shares for up to four (4) decimals. Such fractional Shares shall not be entitled to vote but shall be entitled to participate in the net assets attributable to the Shares on a pro rata basis.

7.9 Payments of dividends, if any, will be made to Shareholders by bank transfer.

Art. 8. Issue of Shares.

8.1 The General Partner is authorized, without limitation, to issue at any time Shares of no par value fully or partly-paid, in any class or category and in any Compartment, without having to reserve to the existing Shareholders a preferential right to subscribe for the Shares to be issued.

8.2 The Shares shall be issued at the issue price indicated in the Issuing Document plus any additional premium or fees as determined by the General Partner and as further disclosed in the Issuing Document.

8.3 The General Partner may agree to issue Shares as consideration for a contribution in kind, in compliance with the conditions set forth by Luxembourg law, and subject to the valuation by an independent auditor who qualifies as a "réviseur d'entreprises agréé".

8.4 Shares are reserved for Eligible Investors only and in accordance with the provisions of the Issuing Document.

Art. 9. Redemption of Shares.

9.1 Unless otherwise determined in respect of a Compartment, Shares cannot be redeemed at the request of the Shareholders.

9.2 The General Partner may request the redemption of all or part of the Shares under the terms and procedures as set forth in the Issuing Document.

9.3 Notwithstanding the above, Shares subscribed by the founding Shareholder at the incorporation of the Fund may be redeemed at the request of such founding Shareholder on or about the date on which Shares are first issued to Eligible Investors upon the terms and conditions as set forth in the Issuing Document.

9.4 In addition thereto, Shares may be redeemed compulsory if (i) the Shareholder ceases to be or is found not to be a Eligible Investor (ii) when a Shareholder qualifies as a Defaulting Shareholder pursuant to the terms of the Issuing Document or (iii) following a transfer of Shares which has been made in breach of the Articles. Such compulsory redemption shall be made under the terms, conditions and procedures described in the Issuing Document.

9.5 All redeemed Shares may be cancelled.

Art. 10. Transfer of Shares.

10.1 Unless otherwise provided for in the Articles, the Shares of any class or category may only be transferred, pledged or assigned with the written consent of the General Partner, which consent shall not be unreasonably withheld.

10.2 Unless otherwise provided for in the Compartment Specifications in the relevant Supplemental Issuing Document, any transfer or assignment of Shares is subject to the purchaser, pledge or assignee thereof fully and completely assuming in writing, prior to the transfer, pledge or assignment, all outstanding obligations (including for the avoidance of doubt, any undrawn Capital Commitment) of the seller under the Commitment Agreement form entered into by the seller.

10.3 The General Partner shall not accept any transfer of Shares to any transferee who may not be considered as an Eligible Investor.

10.4 The transfer of Shares may be subject to other conditions as set forth in the Compartment Specifications in the relevant Supplemental Issuing Document.

10.5 The Management Share may only be transferred upon the termination of the General Partner as managing general partner (associé gérant commandité) of the Fund unless otherwise agreed by the General Meeting with the general approval of the shareholders holding at least ninety per cent (90%) of the Shares issued and outstanding in all Compartments.

Art. 11. Conversion. Unless otherwise provided for in the Issuing Document, Shareholders are not authorized to convert Shares from one Compartment into Shares of another Compartment or from one class or category into another within the same or another Compartment.

Art. 12. The Net Asset Value.

12.1 The NAV per Share is calculated up to four (4) decimal places. For the purpose of determining the NAV of the Fund, the net assets attributable to each class or category within each Compartment shall, if not denominated in euro, be converted into euro and the net asset value of the Fund shall be the aggregate of the net assets of all the Compartments.

12.2 The assets of the Fund shall include:

- (i) all cash in hand, receivable or on deposit, including any interest accrued thereon;
- (ii) all real estate assets;
- (iii) all bills and notes payable on demand and any account due (including the proceeds of securities sold but not delivered);
- (iv) all securities, Shares, bonds, time notes, debentures, debenture stocks, subscription rights, warrants and other securities, money market instruments and similar assets owned or contracted for by the Fund;
- (v) all interest accrued on any interest-bearing assets, except to the extent that the same is included or reflected in the principal amount of such assets;
- (vi) all stock dividends, cash dividends and cash distributions receivable by the Fund to the extent information thereon is reasonably available to the Fund;
- (vii) the preliminary expenses of the Fund, including the cost of issuing and distributing Shares of the Fund, insofar as the same have not been written off and insofar the Fund shall be reimbursed for the same; and
- (viii) all other assets of any kind and nature, including expenses paid in advance.

12.3 The value of such assets shall be determined at fair value with due regard to the following principles:

- (i) the value of any cash on hand or deposit, bills and demand notes and accounts receivable, prepaid expenses, cash dividends and interest declared or accrued as aforesaid and not yet received is deemed to be the full amount thereof, unless in any case the same is unlikely to be paid or received in full, in which case the value thereof is arrived at after making such discount as may be considered appropriate in such case to reflect the true thereof;
- (ii) securities listed and traded primarily on one or more recognized securities exchanges shall be valued at their last known prices on the valuation date;

(iii) investment in underlying undertakings for collective investment are taken at their last official net asset value known in Luxembourg at the time of calculating the net asset value of the relevant Compartment. If such price is not representative of the fair value of such assets, then the price shall be determined by the General Partner on a fair value basis. Investments subject to bid and offer prices are valued at their mid-price, if not otherwise determined by the General Partner;

(iv) unlisted securities for which over-the-counter market quotations are readily available (included listed securities for which the primary market is believed to be the over-the-counter-market) shall be valued at a price equal to the last reported price as supplied by recognized quotation services or broker-dealers;

(v) all other non-publicly traded securities, other securities or instruments or investments for which reliable market quotations are not available, and securities, instruments or investments which the Fund determines in its discretion that the foregoing valuation methods do not fairly represent the fair value of such securities, instruments or investments, will be valued by the Fund either at their cost basis to the Compartment or in good faith using methods it considers appropriate;

(vi) all other assets of any kind or nature, will be valued at fair market value, as determined in good faith by or under the responsibility of the General Partner acting reasonably having regard to applicable market standards as applied from time to time such as RICS Red Book standards or EVCA guidelines for valuations. For the purpose of determining the fair market value of the assets under this provision, the General Partner may have regard to all factors that it reasonably considers relevant in relation to such assets which factors may include (when applicable) inter alia: (i) the characteristics of and fundamental analytical data relating to the assets including the costs, size, current interest rate, period until next interest rate reset, maturity and lending rate of the assets, the terms and conditions of the assets' debt restructure; (ii) the nature and adequacy of the Fund's rights, remedies and interests; (iii) the creditworthiness of the assets' business, cash flows, capital structure and relevant market transactions; (v) the reputation and financial condition of the and recent reports relating to the assets; (vi) general economic market conditions affecting the fair value of the assets. The General Partner is authorised to apply other alternative valuation principles on a consistent basis if the aforementioned valuation methods appear inadequate in principle or inappropriate in extraordinary circumstances or upon the occurrence of extraordinary events;

(vii) Properties under construction shall be valued at cost until substantial completion, upon which they will be valued externally in accordance with RICS Red Book standards.

12.4 Assets expressed in a currency other than the reference currency of the Compartment concerned respectively in euro shall be converted on the basis of the rate of exchange ruling on the relevant valuation day. If such rate of exchange is not available, the rate of exchange will be determined in good faith by or under procedures established by the General Partner.

12.5 The General Partner has adopted a policy of valuing its investments at fair value.

12.6 The General Partner, in its discretion and in good faith, may permit some other method of valuation to be used, if it considers that such valuation better reflects the fair value of any asset of the Fund.

12.7 If since the time of determination of the net asset value there has been a material change in the quotations in the markets on which a substantial portion of the investments of the Fund are dealt in or quoted, the Fund may, in order to safeguard the interests of the Shareholders and the Fund, cancel the first valuation and carry out a second valuation.

12.8 In the absence of bad faith, negligence or manifest error, every decision in calculating the net asset value taken by the General Partner or by the corporate agent which the General Partner appoints for the purpose of calculating the net asset value, shall be final and binding on the Fund and present, past or future Shareholders.

12.9 The liabilities of the Fund shall include:

- (i) all loans, bills and accounts payable;
- (ii) all accrued interest on loans (including accrued fees for commitment for such loans);
- (iii) all accrued or payable expenses (including administrative expenses, advisory and management fees, including incentive fees, custodian fees, and corporate agents' fees);
- (iv) all known liabilities, present or future, including all matured contractual obligations for payment of money, including the amount of any unpaid distributions declared by the Fund;
- (v) an appropriate provision for future taxes based on capital and income to the calculation day, as determined from time to time by the Fund, and other reserves (if any) authorized and approved by the General Partner, as well as such amount (if any) as the General Partner may consider to be an appropriate allowance in respect of any contingent liabilities of the Fund;
- (vi) all other liabilities of whatsoever kind and nature reflected in accordance with generally accepted accounting principles.

12.10 In determining the amount of such liabilities the General Partner shall, take into account all expenses payable by the Fund which shall include formation expenses, fees, expenses, disbursements and out-of-pocket expenses payable to its accountants, custodian and its correspondents, as well as any other agent employed by the Fund, including but not limited to any appointed management company or, if applicable, an alternative investment fund manager, fees and expenses for legal and auditing services, any fees and expenses involved in registering and maintaining the registration of the Fund

with any governmental agencies or stock exchanges in the Grand Duchy of Luxembourg and in any other country, licensing fees for the use of the various indexes, reporting and publishing expenses, including the cost of preparing, translating, printing, advertising and distributing the Issuing Document, periodical reports or registration statements, the costs of publishing the net asset value and any information relating to the estimated value of the Fund, the cost of printing certificates, if any, and the costs of any reports to Shareholders, the cost of convening and holding General Meetings, all taxes, duties, governmental and similar charges, and all other operating expenses, including the cost of buying and selling assets, transaction fees, the cost of publishing the issue and redemption prices, interests, bank charges and brokerage, postage, insurance, telephone and telex. The Fund may accrue administrative and other expenses of a regular or recurring nature based on an estimated amount rateably for yearly or other periods.

12.11 The assets and liabilities of different Compartments or different classes or categories shall be allocated as follows:

(i) the proceeds to be received from the issue of Shares of a Compartment shall be applied in the books of the Fund to the relevant Compartment;

(ii) where an asset is derived from another asset, such derived asset shall be applied in the books of the Fund to the same Compartment as the assets from which it was derived and on each revaluation of an asset, the increase or diminution in value shall be applied to the relevant Compartment;

(iii) where the Fund incurs a liability which relates to any asset of a particular Compartment or to any action taken in connection with an asset of a particular Compartment, such liability shall be allocated to the relevant Compartment;

(iv) upon the record date for determination of the person entitled to any dividend declared on Shares of any Compartment, the assets of such Compartment shall be reduced by the amount of such dividends; and

(v) in the case where any asset or liability of the Fund cannot be considered as being attributable to a particular Compartment, such asset or liability shall be allocated to all the Compartments pro rata to the net asset value of the relevant Compartment or in such other manner as determined by the Management Company acting in good faith.

12.12 For the purposes of the NAV computation:

(i) Shares to be redeemed under article 9 hereof shall be treated as existing and taken into account until immediately after the time specified by the General Partner on the relevant valuation time and from such time and until paid by the Fund the price therefore shall be deemed to be a liability of the Fund;

(ii) Shares to be issued by the Fund shall be treated as being in issue as from the time specified by the General Partner on the valuation time, and from such time and until received by the Fund the price therefore shall be deemed to be a debt due to the Fund;

(iii) all investments, cash balances and other assets expressed in currencies other than the currency in which the net asset value for the relevant Compartment is calculated shall be valued after taking into account the rate of exchange prevailing on the principal regulated market of each such asset on the dealing day preceding the valuation time.

(iv) Where on any valuation time the Fund has contracted to:

a. purchase any asset, the value of the consideration to be paid for such asset shall be shown as a liability of the Fund and the value of the asset to be acquired shall be shown as an asset of the Fund;

b. sell any asset, the value of the consideration to be received for such asset shall be shown as an asset of the Fund and the asset to be delivered shall not be included in the assets of the Fund;

provided however, that if the exact value or nature of such consideration or such asset is not known on such valuation time, then its value shall be estimated by the General Partner.

Art. 13. Suspension of the Calculation of the Net Asset Value.

13.1 The General Partner is authorized to temporarily suspend the calculation of the NAV in any compartment in the following cases:

(i) during any period when any of the principal stock exchanges or other markets on which any substantial portion of the investments of the Fund attributable to such compartment from time to time is quoted or dealt in is closed otherwise than for ordinary holidays, or during which dealings therein are restricted or suspended, provided that such restriction or suspension affects the valuation on the investments of the Fund attributable to a compartment quoted thereon; or

(ii) during the existence of any state of affairs which constitutes an emergency in the opinion of the General Partner as a result of which disposals or valuation of assets owned by the Fund attributable to such compartment would be impracticable; or

(iii) during any breakdown in the means of communication normally employed in determining the price or value of any of the investments of such compartment or the current price or values on any stock exchange or other market in respect of the assets attributable to such compartment; or

(iv) when for any other reason the prices of any investments owned by the Fund attributable to any Compartment cannot promptly or accurately be ascertained; or

(v) during any period when the General Partner is unable to repatriate funds for the purpose of making payments or during which any transfer of funds involved in the realization or acquisition, of investments or payments cannot in the opinion of the General Partner be effected at normal rates of exchange.

13.2 Where possible, all reasonable steps will be taken to bring any period of suspension to an end as soon as possible.

Title III - Administration and Supervision

Art. 14. General Partner. The General Partner is appointed as manager of the Fund and shall then act as its managing general partner (associé-gérant-comandité). The General Partner may entrust some or all of its duties to certain agents. In particular the General Partner may entrust specific functions to a Luxembourg regulated fund services provider and/ or as appropriate to an alternative investment fund manager.

Art. 15. Power of the General Partner.

15.1 The General Partner is ultimately responsible for the administration and the management of the Fund and retains ultimate decision making power and has exclusive authority with regard to any decision not specifically delegated or attributed to another entity or service provider.

15.2 The General Partner is responsible for implementing the investment policy of the Fund and its Compartments, subject to the risk diversification rules and investment restrictions as set out in the Issuing Document.

15.3 The General Partner sets the general investment objectives and policy of the Fund and of each Compartment in accordance with these Articles and the Issuing Document.

Art. 16. Revocability of the General Partner.

16.1 In the event of Cause in respect of the General Partner, as the case may be, the General Meeting resolving with a majority of more than two thirds of the Shares issued and outstanding with each Compartment, may resolve to remove the General Partner as managing general partner (associé gérant commandite) of the Fund and to appoint a successor.

16.2 For the avoidance of doubt, such decision to remove the General Partner shall not require the positive vote of the General Partner.

16.3 Upon a removal decision, the General Partner shall transfer its Management Share to the successor managing general partner and shall ipso facto cease to be a managing general partner of the Fund.

Art. 17. Representation. Towards third parties, the Fund is validly bound by the joint signature of any two (2) managers of the General Partner or by the signature(s) of any other person(s) to whom authority has been delegated by the General Partner.

Art. 18. Liability of the General Partner and Shareholders. The General Partner shall be liable with the Fund for all debts and losses which cannot be recovered on the Fund's assets.

Art. 19. Delegation.

19.1 The General Partner may, at any time, and under its ultimate responsibility, appoint officers or agents of the Fund as required for the affairs and management of the Fund, provided that the Shareholders (associés commanditaires) cannot act on behalf of the Fund without losing the benefit of their limited liability. The appointed officers or agents shall be entrusted with the powers and duties conferred to them by the General Partner.

19.2 The General Partner will determine any such officers or agent's responsibilities and remuneration (if any), the duration of the period of representation and any other relevant conditions of any such agreement.

Art. 20. Conflict of Interests.

20.1 The representatives of the General Partner and of other agents or service providers of the Fund as further described in the Issuing Document and their respective affiliates, directors, officers and shareholders are or may be involved in other financial, investment and professional activities which may cause conflicts of interest with the management and administration of the Fund.

20.2 The General Partner will retain the services of affiliates of the General Partner with respect to some of the activities of the Fund in relation to any of the Compartment and remunerate such affiliates out of the assets of the Fund for their services. The use of affiliates of the General Partner in connection with the retention of these services raises potential conflicts of interest in that there may be an incentive for the General Partner to favour such affiliates over more qualified service providers and/ or to agree to pay fees that are higher than the fees charged for comparable services.

20.3 Affiliates of the General Partner may perform services for other clients similar to the services to be performed for the Fund and the Compartments.

20.4 Should the General Partner, and any agents or service providers of the Fund as further described in the Issuing Document become aware of a material conflict of interest in a contemplated transaction, pertaining to a specific Compartment only the General Partner and any such agent may:

(a) refer such conflict to the advisory committee of the relevant Compartment, if any, which shall review and, as the case may be, clear certain conflicts of interest in the best interest of the relevant Compartment and its Shareholders, applying arm's length principles as the case may be; or in the absence of an advisory committee at Compartment level, report such conflict to the General Meeting of the relevant Compartment only; and

(b) insofar as the General Partner is concerned and in accordance with article 57 of the 1915 Law, report such conflict at the next General Meeting of the relevant Compartment and of the Fund.

Art. 21. Indemnification. The Fund will indemnify the General Partner, as well as any other agents or service providers of the Fund as further described in the Issuing Document, their respective shareholders, partners, managing directors,

employees, advisers and agents, the members of any Compartment specific advisory board as well as the Shareholder represented on such advisory board or committee, if any against any losses, claims, damages, or liabilities (including legal, lawyers' and court fees, judgments and amounts paid in settlement) arising out of or related to, the affairs of the Fund or their activities or involvement in the affairs of the Fund or its portfolio companies except for claims arising out of gross negligence or willful misconduct or fraud on the part of such indemnitee; provided that the Fund i.e., the relevant Compartment shall indemnify the members of any advisory board and the Shareholder represented by such members against claims except for those arising out of willful misconduct or fraud.

Art. 22. Auditor. The accounting data for inclusion in the annual report of the Fund shall be examined by an external auditor (réviseur d'entreprises agréé) appointed by the General Partner and remunerated by the Fund. The auditor shall fulfil the duties as prescribed in the 2007 Law.

Title IV - General meetings

Art. 23. General Meetings of Shareholders.

23.1 The General Meeting shall represent all the Shareholders of the Fund. It shall have the broadest powers to order, carry out or ratify acts relating to the operations of the Fund.

23.2 Unless otherwise provided by law or herein, resolutions of the General Meeting are passed by a simple majority of the votes validly cast, unless the item to be resolved upon relates to an amendment of these Articles, in which case the resolution will be passed with (i) a presence quorum of fifty (50) percent of the Shares issued by the Fund at the first call and, if not achieved, with no quorum requirement for the second call and (ii) the approval of a majority of at least two thirds (2/3) of the votes validly cast by the Shareholders at the meeting and (iii) the consent of the General Partner.

23.3 The General Meeting shall be held in Luxembourg either at the Fund's registered office or at any other location in Luxembourg, to be specified in the notice of the meeting, at 4 p.m. (Luxembourg time) on the third Thursday of the month of May. If this day is not a business day in Luxembourg, the General Meeting shall be held on the next business day. The General Meeting may be held abroad if the General Partner, acting with sovereign powers, decides that exceptional circumstances warrant this.

23.4 Other General Meetings may be held at the place, and on the dates specified in the notice of the relevant meeting.

23.5 General Meetings shall meet upon call by the General Partner pursuant to a notice setting forth the agenda sent at least eight (8) days prior to the meeting to each registered Shareholder at the Shareholder's address in the register of Shareholders.

23.6 If all Shares are in registered form and if no publications are made, notices to Shareholders may be mailed by registered mail only.

23.7 If all Shareholders are present or represented and consider themselves as being duly convened and informed of the agenda, the General Meeting may take place without notice of meeting.

23.8 The General Partner may determine all other conditions that must be fulfilled by Shareholders in order to attend any meeting of Shareholders.

23.9 The business transacted at any General Meeting shall be limited to the matters contained in the agenda (which shall include all matters required by law) and business incidental to such matters.

23.10 Each Share whatever its value, shall provide entitlement to one vote. Fractions of Shares do not give their holders any voting right except to the extent their number is such that they form a whole Share in which case they confer a voting right.

23.11 Shareholders may act either in person or by giving a written proxy to another person who needs not be a Shareholder and may be the General Partner.

Art. 24. General Meetings in a compartment or in a class or category of Shares.

24.1 Each amendment to the present Articles entailing a variation of rights of a class or category issued in respect of any Compartment or of any Class or category of Shares must be approved by a resolution of the Shareholders' meeting of the Fund and of a separate meeting(s) of the holders of Shares of the relevant Compartment or class or category(ies) of Shares concerned.

24.2 The provisions of article 23 shall apply, mutatis mutandis, to such General Meetings. Each Share is entitled to one vote in compliance with Luxembourg law and these Articles. The fractions of Shares do not confer any voting rights upon their holders except to the extent their number is such that they form a whole Share in which case they confer a voting right.

24.3 Shareholders may act either in person or by giving a written proxy to another person who needs not be a Shareholder and may be the General Partner.

Art. 25. Term, Liquidation and Amalgamation of Compartments.

25.1 The Compartments may be created for any undetermined period or for a fixed period as provided for in the Compartment Specifications in the Supplemental Issuing Document. In case a Compartment is created for a fixed period, it will terminate automatically on its maturity date provided for in the Issuing Document.

25.2 The General Partner may decide to liquidate one Compartment if the net assets of such Compartment have decreased to, or have not reached, an amount determined by the Fund to be the minimum level for such Compartment to be operated in an economically efficient manner or if a change in circumstances relating to the Compartment concerned would justify such liquidation. Any Shareholders will be notified by the Fund of any decision to liquidate the relevant Compartment prior to the effective date of the liquidation and the notice will indicate the reasons for, and the procedures of, the liquidation operations.

25.3 Unless the General Partner otherwise decides in the interest of, or to keep equal treatment between, the Shareholders, the Shareholders of the Compartment concerned may be allowed or, as applicable, continue to request the redemption of their Shares. Assets, which could not be distributed to their beneficiaries upon the close of the liquidation of the Compartment concerned will be deposited with the "Caisse des Consignations" on behalf of their beneficiaries.

25.4 The General Partner may decide to terminate one Compartment and contribute its assets and liabilities into another Compartment or into another collective investment scheme or an assimilated entity. The General Partner may resolve to amalgamate two or more Compartments. The General Partner may also resolve to amalgamate two or more Share class or categories of Shares, if any, within a Compartment. Affected Shareholders will be notified any such decision and the relevant information in relation to the new Compartment or class. Notice will be provided at least one month before the date on which the amalgamation becomes effective in order to enable Shareholders to request that their Shares be redeemed before the amalgamation is completed.

Art. 26. Consolidation/Splitting. Unless otherwise provided for in the relevant Compartment, the General Partner may consolidate or split the Shares of a Compartment.

Title V - Accounting year - Distributions

Art. 27. Depositary.

27.1 The Fund will enter into a depositary agreement with a Luxembourg bank which meets the requirements of the 2007 Law.

27.2 If the Depositary desires to withdraw, the General Partner shall use its best efforts to find a successor Depositary within two (2) months of the effectiveness of such withdrawal.

27.3 Until the Depositary is replaced, which must happen within such period of two (2) months, the Depositary shall take all or necessary steps for the good preservation of the interests of the Shareholders.

27.4 The General Partner may terminate the appointment of the Depositary but shall not remove the Depositary unless and until a successor depositary shall have been appointed to act in place thereof.

Art. 28. Accounting Year. The accounting year of the Fund shall commence each year on the first (1) of January and shall terminate on the thirty-first (31) day of December of the following year.

Art. 29. Distributions.

29.1 Distributions shall be paid in accordance with any order of payments set forth in the Issuing Document and more in particular as set forth in respect of each Compartment in the Supplemental Issuing Document. The General Meeting in respect of each Compartment, within the limits provided for by law, shall determine how the profits, if any, of the Fund shall be treated, and from time to time may declare dividends, provided, however, that the capital of the Fund does not fall below the legally prescribed minimum capital.

29.2 The General Partner may in its discretion decide to pay interim dividends at any point in time unless otherwise provided for in the Issuing Document.

29.3 Distributions shall be paid in euro or in the base currency of a Compartment or class or category and at such time and place that the General Partner shall determine from time to time.

29.4 No interest shall be paid on a dividend declared by the Fund and kept by it at the disposal of its beneficiary.

29.5 A dividend declared but not paid on a Share cannot be claimed by the holder of such Share after a period of five years from the notice given thereof, unless the Fund has waived or extended such period in respect of all Shares, and shall otherwise revert after expiry of the period to the relevant Compartment. The General Partner shall have power from time to time to take all steps necessary and to authorize such action on behalf of the Fund to perfect such reversion

29.6 The Fund shall not proceed to distributions, if as a result thereof the net assets of the Fund would fall below the minimum provided for in the 2007 Law i.e. one million two hundred and fifty thousand euros (EUR 1,250,000.-).

Art. 30. Dissolution.

30.1 The Fund may at any time be dissolved by a resolution of the General Meeting subject to the quorum and majority requirements referred to in article 23 hereof.

30.2 Whenever the share capital falls below the two thirds (2/3) of the minimum capital indicated in article 5, the question of the dissolution of the Fund shall be referred to the General Meeting. The General Meeting, for which no quorum shall be required, shall decide by a simple majority of the votes of the Shares present and represented at the meeting.

30.3 The question of the dissolution of the Fund shall further be referred to the General Meeting whenever the share capital falls below one quarter (1/4) of the minimum capital set by article 5 hereof; in such an event, the General Meeting shall be held without any quorum requirements and the dissolution may be decided by the votes of the Shareholders holding one quarter of the Shares represented at the meeting.

30.4 The meeting must be convened so that it is held within a period of forty (40) days from the discovery that the net assets of the General Partner have fallen below two thirds or one fourth of the legal minimum, as the case may be.

30.5 In the event of a dissolution of the Fund, liquidation shall be carried out by one or several liquidators (who may be physical persons or legal entities) named by the General Meeting seeking such dissolution and which shall determine their powers and their compensation. The operations of liquidation will be carried out pursuant to the applicable law.

30.6 Unless otherwise foreseen Compartment, the net proceeds of liquidation corresponding to each Compartment shall be distributed by the liquidators to the holders of Shares of each Compartment in proportion to their holding in the respective Compartment(s).

30.7 Any liquidation proceeds that cannot be distributed to their beneficiaries upon the implementation of the liquidation will be deposited with the "Caisse de Consignation" on behalf of the persons entitled thereto.

30.8 As soon as the decision to dissolve the Fund is taken, the issue of Shares in all Compartments is prohibited and shall be deemed void.

Art. 31. Amendments to the Articles. These Articles may be amended by a General Meeting subject to the quorum and majority requirements provided for by the 1915 Law.

Art. 32. Statement. Words importing a masculine gender also include the feminine gender and words importing persons or Shareholders also include corporations, partnerships, associations and any other organized group of persons whether incorporated or not.

Art. 33. Applicable Law. All matters not governed by these Articles or the Issuing Document shall be determined in accordance with the 1915 Law and the 2007 Law as such laws have been or may be amended from time to time.

Transitory dispositions

1. The first accounting year begins on the date of incorporation of the Company and will end on December 31, 2013.
2. The first annual General Meeting of Shareholders will be held on the third Thursday of the month of May at 4 p.m. (Luxembourg time) and for the first time in 2014. If this day is not a Business Day, the annual General Meeting shall be held on the next following Business Day.

Subscription and Payment

The share capital of the Fund has been subscribed as follows:

FIDUS Opportunities GP S.à r.l.: One (1) Management Share

FIDUS Capital AG Thirty thousand nine hundred and ninety-nine (30,999) Ordinary Shares

The Shares have been fully paid up by payment in cash, so that the amount of thirty-one thousand euro (EUR 31,000) is from now on at the free disposal of the Fund, evidence of which was given to the undersigned notary.

Expenses

The expenses, costs, remunerations or charges in any form whatsoever which shall be borne by the Fund as a result of its formation are estimated at approximately two thousand two hundred (EUR 2.200.-).

Resolutions of the general meeting

The above-named persons, representing the entire subscribed capital and considering themselves as having received due notice, have immediately resolved as follows:

Sole resolution

The registered office of the Fund is at 5, rue Heienhaff, L-1736 Senningerberg, Grand Duchy of Luxembourg.

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing person, the present deed is worded in English.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg on the day named at the beginning of this document.

This deed having been read to the proxyholders of the appearing parties, the said appearing party signed together with us, the notary, this original deed.

Signé: K. SCHNITTGER, P. WEIMERSKIRCH, DELOSCH.

Enregistré à Diekirch, le 24 juillet 2013. Relation: DIE/2013/9204. Reçu soixante-quinze (75.-) euros.

Le Receveur (signé): pd. RECKEN.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial C.

Diekirch, le 31 juillet 2013.

Référence de publication: 2013113958/620.

(130138020) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 août 2013.

LI Lux 1 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 1.000.000,00.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 120.317.

CLÔTURE DE LIQUIDATION

Extrait Suite à l'assemblée générale des associés tenue en date du 31 décembre 2012, les associés:

- prononcent la clôture de la liquidation et constatent que la société a définitivement cessé d'exister;
- décident que les livres et documents sociaux seront déposés et conservés pendant une période de cinq ans à partir du 2 août 2013 au 15 rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg.

Pour extrait conforme

Luxembourg, le 2 août 2013.

Référence de publication: 2013111373/15.

(130135873) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 août 2013.

Mabriel Immobilier S.A., Société Anonyme,

(anc. Mac Pulford S.A.).

Siège social: L-2557 Luxembourg, 18, rue Robert Stümper.

R.C.S. Luxembourg B 158.787.

L'an deux mille treize, le dix-sept juillet.

Pardevant Maître Henri HELLINCKX, notaire de résidence à Luxembourg.

S'est tenue une assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme MAC PULFORD S.A., établie et ayant son siège social à L-2557 Luxembourg, 18, rue Robert Stümper, inscrite au RCS Luxembourg sous le numéro B 158.787, constituée sous la dénomination MANCO OSEAD S.A. suivant acte reçu par le notaire instrumentant, en date du 27 janvier 2011, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations C numéro 883 du 3 mai 2011, dont les statuts ont été modifiés suivant acte reçu par le notaire instrumentant, en date du 5 juin 2013, non encore publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C.

La séance est ouverte sous la présidence de Madame Arlette SIEBENALER, demeurant professionnellement à L-1319 Luxembourg, 101, rue Cents.

Le Président désigne comme secrétaire Solange WOLTER, demeurant professionnellement à L-1319 Luxembourg, 101, rue Cents.

L'assemblée élit comme scrutateur, Monsieur Philippe CHANTEREAU, expert-comptable, demeurant professionnellement à L-2557 Luxembourg, 18, rue Robert Stümper.

Le Président expose ensuite:

I.- Qu'il résulte d'une liste de présence, dressée et certifiée exacte par les membres du bureau que les 50.000 (cinquante mille) actions d'une valeur nominale de EUR 1 (un euro) chacune, constituant l'intégralité du capital social de EUR 50.000.- (cinquante mille euros), sont dûment représentées à la présente assemblée qui, en conséquence, est régulièrement constituée et peut délibérer ainsi que décider valablement sur les points figurant à l'ordre du jour, ci-après reproduit, tous les actionnaires ayant accepté de se réunir sans convocation préalable après avoir pris connaissance de l'ordre du jour.

Ladite liste de présence, portant les signatures des actionnaires tous présents ou représentés restera annexée au présent procès-verbal pour être soumise en même temps aux formalités de l'enregistrement.

II.- Que l'ordre du jour de la présente assemblée est conçu comme suit:

1. Modification de la dénomination sociale et modification afférente de l'article 1^{er} des statuts.

2. Divers.

L'assemblée a approuvé l'exposé de Monsieur le Président et, après avoir reconnu qu'elle était régulièrement constituée et, après en avoir délibéré, a pris à l'unanimité des voix la résolution suivante:

114218

Résolution unique

L'assemblée décide de changer la dénomination sociale de la société en MABRIEL IMMOBILIER S.A., de sorte que l'article 1^{er} des statuts aura désormais la teneur suivante:

«Il existe une société anonyme sous la dénomination de MABRIEL IMMOBILIER S.A.»

Plus rien ne figurant à l'ordre du jour, la séance est levée.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, ceux-ci ont signé avec nous Notaire la présente minute.

Signé: A. SIEBENALER, S. WOLTER, P. CHANTEREAU et H. HELLINCKX

Enregistré à Luxembourg A.C., le 23 juillet 2013. Relation: LAC/2013/34308. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR)

Le Receveur ff. (signé): C. FRISING.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 7 août 2013.

Référence de publication: 2013114102/48.

(130138537) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 août 2013.

H&F Caribou Luxco 1 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 179.270.

—
STATUTES

In the year two thousand and thirteen, on the nineteenth day of the month of July.

Before Maître Hellinckx, notary public residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

There appeared:

"Hellman & Friedman Capital Partners VII, L.P.", a limited partnership incorporated under the laws of Cayman Islands, having its registered office at Intertrust Corporate Services (Cayman) Limited, 190 Elgin Avenue, George Town, Grand Cayman KY1-9005, Cayman Islands,

Represented by Regis Galiotto, notary's clerk, residing in Luxembourg, by virtue of a proxy dated July 18th, 2013.

The before said proxy, being initialled "ne varietur" by the appearing person and the undersigned notary, shall remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

The appearing party, represented as stated here-above, has requested the notary to draw up the articles of association of a limited liability company (société à responsabilité limitée) H&F Caribou Luxco 1 S.à r.l. which is hereby established as follows.

Name - Registered office - Object - Duration

Art. 1. A limited liability company (société à responsabilité limitée) is hereby formed by the appearing party and all persons who will become shareholders thereafter. The Company will be governed by the present articles of association and the relevant legislation.

Art. 2. The Company's name is "H&F Caribou Luxco 1 S.à r.l.".

Art. 3. The Company's purpose is to take participations and interests, in any form whatsoever, in any commercial, industrial, financial or other, Luxembourg or foreign enterprises; to acquire any securities and rights through participation, contribution, underwriting firm purchase or option, negotiation or in any other way and namely to acquire patents and licences, and other property, rights and interest in property as the Company shall deem fit, and generally to hold, manage, develop, sell or dispose of the same, in whole or in part, for such consideration as the Company may think fit, and in particular for shares or securities of any company purchasing the same; to enter into, assist or participate in financial, commercial and other transactions, and to grant to any holding company, subsidiary, or fellow subsidiary, or any other company associated in any way with the Company, or the said holding company, subsidiary or fellow subsidiary, in which the Company has a direct or indirect financial interest, any assistance, loans, advances or guarantees; to borrow and raise money in any manner and to secure the repayment of any money borrowed; finally to perform any operation which is directly or indirectly related to its purpose.

The Company can perform all commercial, technical and financial operations, connected directly or indirectly in all areas as described above in order to facilitate the accomplishment of its purpose.

Art. 4. The Company has its registered office in the City of Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

The address of the registered office may be transferred within the boundaries of the municipality by a resolution of the single manager, or as the case may be, by the board of managers of the Company. It may further be transferred to

any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of an extraordinary general meeting of its partners deliberating in the manner provided for amendments to the articles of association.

The Company may have offices and branches, both in Luxembourg and abroad by a resolution of the single manager, or as the case may be, the board of managers of the Company.

In the event that the management should determine that extraordinary political, economic or social developments have occurred or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances; such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg company. Such temporary measures will be taken and notified to any interested parties by the management of the Company.

Art. 5. The Company is constituted for an unlimited period of time.

Art. 6. The Company shall not be dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, incapacity, insolvency, bankruptcy or any similar event affecting one or several of the partners.

Art. 7. The creditors, representatives, rightful owner or heirs of any partner are neither allowed, in circumstances, to require the sealing of the assets and documents of the Company, nor to interfere in any manner in the administration of the Company. They must for the exercise of their rights refer to financial statements and to the decisions of the meetings.

Capital - Shares

Art. 8. The Company's issued share capital is set at CAD 17,900 (seventeen thousand nine hundred Canadian dollars), represented by 17,900 (seventeen thousand nine hundred) shares with a par value of CAD 1 (one Canadian dollar) each.

The capital of the Company may be increased or reduced in one or several times by a resolution of partners, adopted in the manner required for the amendment of articles of association.

Any available share premium shall be distributable.

Art. 9. Each share confers an identical voting right at the time of decisions taking.

Art. 10. The shares are freely transferable among the partners.

Shares may not be transferred inter vivos to non-partners unless members representing at least three-quarter of the share capital shall have agreed thereto in a general meeting.

Otherwise it is referred to the provisions of articles 189 and 190 of the law of 10th August 1915 on commercial companies.

The shares are indivisible with regard to the Company, which admit only one owner for each of them.

Management

Art. 11. The Company is managed by one or more managers. If several managers have been appointed, they will constitute a board of managers. The manager(s) need not to be partners.

The members of the board of managers might be split in two categories, respectively denominated "Class A managers" and "Class B managers". Any such classification of managers shall be duly recorded in the minutes of the relevant meeting and the managers be identified with respect to the class they belong.

The managers are appointed and removed at any time, with or without cause, by decision of the general meeting of the partners which determines their powers and the term of their mandates. If no term is indicated, the managers are appointed for an undetermined period. The managers may be re-elected but also their appointment may be revoked with or without cause (ad nutum) at any time.

In dealing with third parties, the manager(s) will have all powers to act in the name of the Company in all circumstances and to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's objects and provided the terms of this article shall have been complied with.

All powers not expressly reserved by law or the present articles of association to the general meeting of partners fall within the competence of the sole manager, or in case of plurality of managers, of the board of managers.

The manager, or in case of plurality of managers, the board of managers will determine this agent's responsibilities and remuneration (if any), the duration of the period of representation and any other relevant conditions of his agency.

The Company shall be bound towards third parties in all matters by the sole signature in the case of a sole manager, and in the case of a board of managers by the joint signature of any two of the managers, provided however that in the event the general meeting of partners has appointed different classes of managers (namely Class A managers and Class B managers) the Company will only be validly bound by the joint signature of one Class A manager and one Class B manager (including by way of representation).

In any event the Company will be validly bound by the sole signature of any person or persons to whom such signatory powers shall have been delegated by the Board of Managers or any one of the managers or, in the event of classes of managers, by one class A and one class B manager acting together (including by way of representation).

Art. 12. Managers decisions are taken by meeting of the board of managers.

Written notice of any meeting of the board of managers must be given to the managers twenty four (24) hours at least in advance of the date scheduled for the meeting, except in case of emergency, in which case the nature and the motives of the emergency shall be mentioned in the notice. This notice may be omitted in case of assent of each manager in writing, by cable, telegram, telex, email or facsimile, or any other similar means of communication. A special convening notice will not be required for a board meeting to be held at a time and location determined in a prior resolution adopted by the board of managers.

Any manager may act at any meeting of managers by appointing in writing or by telefax, cable, telegram or telex another manager as his proxy.

The board of managers can validly deliberate and act only if a majority of its members is present or represented and to the extent Class A managers and Class B managers were appointed, at least one Class A manager and one Class B manager must be present or represented.

Resolutions of the board of managers are validly taken by the majority of the votes cast and, if the board of managers is composed of Class A manager and Class B manager, such resolutions must be approved at least one Class A manager and one Class B manager.

The minutes of any meeting of the board of managers shall be signed by any one of the managers or, in the event of classes of managers, by one class A and one class B manager or as may be resolved by the board of managers at the relevant meeting.

Copies or extracts of such minutes which may be produced in judicial proceedings or otherwise shall be signed by any one of the managers or, in the event of classes of managers, by one class A and one class B manager, or as may be resolved at the relevant meeting or a subsequent meeting.

Circular resolutions signed by all managers shall have the same effect as resolutions passed at the managers' meeting. The signature of the managers may appear on a single document or on multiple copies of identical resolution and may be evidenced by letter, facsimile or e-mails.

In such cases, resolutions or decisions shall be expressly taken, either formulated by writing by circular way, transmitted by ordinary mail, electronic mail or telecopier, or by phone, teleconferencing or other telecommunications media.

The use of video-conferencing equipment and conference call shall be allowed provided that each participating member of the board of managers is able to hear and to be heard by all other participating members whether or not using this technology, and each participating member of the board of managers shall be deemed to be present and shall be authorised to vote by video or by phone.

Art. 13. Any manager does not contract in his function any personal obligation concerning the commitments regularly taken by him in the name of the Company; as a mandatory he is only responsible for the execution of his mandate.

Partners decisions

Art. 14. The single partner assumes all powers conferred by the Law for general meeting of partners.

Each partner has voting rights commensurate to its shareholding.

Each partner may appoint any person or entity as his attorney pursuant to a written proxy given by letter, telegram, telex, facsimile or e-mails, to represent him at the general meetings of partners.

Partners decisions are taken by partner's meetings.

However, the holding of meeting is not compulsory as long as the partners number is less than twenty-five.

Partners' meetings shall be called by convening notice addressed by registered mail to partners to their address appearing in the register of partners held by the Company at least eight (8) days prior to the date of the meeting. If the entire share capital of the Company is represented at a meeting the meeting may be held without prior notice.

The management can decide that each partner shall receive the whole text of each resolution or decisions to be taken, expressly drawn up by writing, transmitted by letter, telegram, telex, facsimile or e-mails.

In the case of written resolutions, the text of such resolutions shall be sent to the partners at their addresses inscribed in the register of partners held by the Company at least eight (8) days before the proposed effective date of the resolutions. The resolutions shall become effective upon the approval of the majority as provided for by law for collective decisions (or subject to the satisfaction of the majority requirements, on the date set out therein). Unanimous written resolution may be passed at any time without prior notice. The signature of partners may appear on a single document or on multiple copies of identical resolution and may be evidenced by letter, facsimile or emails.

Art. 15. Resolutions are validly adopted when adopted by partners representing more than half of the share capital.

If this quorum is not attained at a first meeting, the partners are immediately convened by registered letters to a second meeting.

At this second meeting, decisions will be taken at the majority of voting partners whatever majority of share capital be represented.

However, decisions concerning an amendment of the articles of association must be taken by a majority vote of partners representing the three quarters of the share capital and decisions to change the nationality of the Company are to be taken by Partners representing one hundred percent of the issued share capital.

Every meeting shall be held in Luxembourg or such other place as the managers may from time to time determine.

Financial year - Balance sheet

Art. 16. The Company's financial year begins on January 1st and closes on December 31st.

Art. 17. Each year, as of the 31st of December, the management will draw up the balance sheet which will contain a record of the properties of the Company together with its debts and liabilities and be accompanied by an annex containing a summary of all its commitments and the debts of the manager(s) toward the company.

At the same time, the management will prepare a profit and loss account which will be submitted to the general meeting of partners together with the balance sheet.

Art. 18. Each partner may inspect at the registered office of the Company the inventory, the balance sheet and the profit and loss account.

Art. 19. The credit balance of the profit and loss account, after deduction of the expenses, costs, amortisation, charges and provisions represents the net profit of the Company.

Every year, five per cent of the net profit will be allocated to the statutory reserve. This allocation ceases to be compulsory when the statutory reserve amounts to one tenth of the issued capital but must be resumed till the reserve fund is entirely reconstituted if, at any time and for any reason whatever, it has been broken into.

The balance is at the disposal of the partners.

However, the partners may decide, at the majority vote determined by the relevant laws, that the profit, after deduction of the reserve, be either carried forward or transferred to an extraordinary reserve.

Notwithstanding the preceding provisions, the Board of Managers may decide to pay interim dividends to the partners before the end of the financial year on the basis of a statement of accounts showing that sufficient funds are available for distribution, it being understood that (i) the amount to be distributed may not exceed, where applicable, realised profits since the end of the last financial year, increased by carried forward profits and distributable reserves, but decreased by carried forward losses and sums to be allocated to a reserve to be established according to the Law or these articles of association and that (ii) any such distributed sums which do not correspond to profits actually earned shall be reimbursed by the partners.

Winding-up - Liquidation

Art. 20. The liquidation will be carried out by one or more liquidators, physical or legal persons, appointed by the general meeting of partners which will specify their powers and fix their remuneration.

When the liquidation of the Company is closed, the assets of the Company will be attributed to the partners at the pro-rata of their participation in the share capital of the Company.

A sole partner can decide to dissolve the Company and to proceed to its liquidation, assuming personally the payment of all the assets and liabilities, known or unknown of the Company.

Applicable law

Art. 21. The applicable legislation here above mentioned in article 1 shall apply in so far as these articles of association do not provide for the contrary.

Transitory measures

Exceptionally the first financial year shall begin on the day of the present articles of association and end on December 31, 2013.

Subscription - Payment

All the 17,900 (seventeen thousand nine hundred) shares representing the capital have been entirely subscribed by Hellman & Friedman Capital Partners VII, L.P., pre-named and represented as stated here-above, and fully paid up in cash, therefore the amount of CAD 17,900 (seventeen thousand nine hundred Canadian dollars) is as of now at the disposal of the Company H&F Caribou Luxco 1 S.a r.l., proof of which has been duly given to the notary.

Estimate of Costs

The costs, expenses, fees and charges, in whatsoever form, which are to be borne by the Company or which shall be charged to it in connection with its incorporation, have been estimated at about one thousand five hundred Euros (1,500.- EUR).

General meeting

Immediately after the incorporation of the Company, the above-named person, representing the entirety of the subscribed capital and exercising the powers devolved to the meeting, passed the following resolutions:

1) The following persons are appointed to the Board of managers of the Company for an undetermined period:

Class A Manager:

- Mr Christian Ralison, with professional address at 4, rue Charles VI, L-1327 Luxembourg
- Mr Francois Cornelis, with professional address at 4, rue Charles VI, L-1327 Luxembourg

Class B Manager:

- Mrs Ingrid Moinet, with professional address at 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg
- Mrs Annick Clerinx, with professional address at 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg

In accordance with article eleven of articles of association, the company shall be bound by the joint signature of one class A manager and one class B manager.

2) The Company shall have its registered office at 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg

The undersigned notary who understands and speaks English, hereby states that on request of the above appearing person, the present incorporation deed is worded in English, followed by a French version; on request of the same person and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will prevail.

In faith of which we, the undersigned notary have set hand and seal in Luxembourg-City, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the proxy holder, said person signed with us, the Notary, the present original deed.

Traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille treize, le dix-neuf du mois de juillet.

Par-devant Maître Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg.

Comparaît:

«Hellman & Friedman Capital Partners VII, L.P.», une société de droit des Iles Caïmans, ayant son siège social à Intertrust Corporate Services (Cayman) Limited, 190 Elgin Avenue, George Town, Grand Cayman KY1-9005, Iles Caïmans.

Représenté par Regis Galiotto, clerc de notaire, demeurant professionnellement à Luxembourg en vertu d'une procuration délivrée en date du 18 juillet 2013.

Ladite procuration, paraphée "ne varietur" par le comparant et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être formalisée avec lui.

Lequel a requis le notaire instrumentant de dresser acte constitutif d'une société à responsabilité limitée qu'il déclare constituer et dont il a arrêté les statuts comme suit:

Dénomination - Siège - Objet - Durée

Art. 1^{er}. Une société à responsabilité limitée est dès lors constituée par la partie comparaissant et qui en deviendra de ce fait actionnaire. La société sera régie par les présents statuts et par les lois luxembourgeoises actuellement en vigueur

Art. 2. La dénomination de la société sera "H&F Caribou Luxco 1 S.à r.l.".

Art. 3. L'objet de la Société est de prendre des participations et des intérêts sous quelque forme que ce soit, dans toutes sociétés ou entreprises commerciales, industrielles, financières ou autres, luxembourgeoises ou étrangères et d'acquérir par voie de participation, d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat, de négociation ou de toute autre manière tous titres et droits, tous brevets et licences, et autres propriétés, droits et intérêts de propriété que la Société jugera approprié, et plus généralement les détenir, gérer, développer, les vendre ou en disposer, en tout ou partie, aux conditions que la Société jugera appropriées, et en particulier en contrepartie d'actions ou de titres de toute société les acquérant; de prendre part, d'assister ou de participer à des transactions financières, commerciales ou autres, et d'octroyer à toute société holding, filiale ou filiale apparentée, ou toute autre société liée d'une manière ou d'une autre à la Société ou aux dites holdings, filiales ou filiales apparentées dans lesquelles la Société a un intérêt financier direct ou indirect, tous concours, prêts, avances ou garanties; d'emprunter et de lever des fonds de quelque manière que ce soit et de garantir le remboursement de toute somme empruntée; enfin de mener à bien toutes opérations généralement quelconques se rattachant directement ou indirectement à son objet.

La Société peut réaliser toutes opérations commerciales, techniques et financières, en relation directe ou indirecte avec les activités pré-décrites aux fins de faciliter l'accomplissement de son objet.

Art. 4. Le siège social est établi dans la ville de Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

Il pourra être transféré en tout autre lieu du Grand-Duché de Luxembourg par décision modificatrice des statuts. Le siège social pourra être transféré dans la commune par décision de la gérance.

La Société pourra ouvrir des bureaux ou succursales, au Luxembourg et à l'étranger.

Au cas où la gérance estimerait que des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social de nature à compromettre l'activité normale au siège social, ou la communication aisée avec ce siège ou de ce siège avec l'étranger se sont produits ou sont imminents, il pourra transférer provisoirement le siège social à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales; cette mesure provisoire n'aura toutefois aucun effet sur la nationalité de la Société laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège restera luxembourgeoise. Pareille déclaration de transfert du siège social sera faite et portée à la connaissance des tiers par la gérance.

Art. 5. La Société est constituée pour une durée indéterminée.

Art. 6. Le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture d'un des associés ne mettent pas fin à la Société.

Art. 7. Les créanciers, représentants, ayants droit ou héritiers des associés ne pourront pour quelque motif que ce soit, requérir l'apposition de scellés sur les biens et documents de la Société, ni s'immiscer en aucune manière dans les actes de son administration. Ils doivent pour l'exercice de leurs droits s'en rapporter aux inventaires sociaux et aux décisions des assemblées.

Capital - Parts sociales

Art. 8. Le capital social est fixé à CAD 17.900 (dix-sept mille neuf cent dollars canadiens), représenté par 17.900 (dix-sept mille neuf cent) parts sociales de CAD 1 (1 dollar canadien) chacune. Le capital de la Société peut être augmenté ou réduit en une ou plusieurs fois, par une résolution des associés, adoptée selon les modalités requises pour la modification des Statuts.

Toute prime d'émission disponible sera distribuable.

Art. 9. Chaque part sociale confère un droit de vote identique lors de la prise de décisions.

Art. 10. Les parts sociales sont librement cessibles entre associés.

Aucune cession de parts sociales entre vifs à un tiers non-associé ne peut être effectuée qu'avec l'agrément donné en assemblée générale des associés représentant au moins les trois quarts du capital social.

Pour le reste, il est référé aux dispositions des articles 189 et 190 de la loi coordonnée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales.

Les parts sont indivisibles à l'égard de la Société, qui ne reconnaît qu'un seul propriétaire pour chacune d'elle.

Gérance

Art. 11. La Société est gérée par un ou plusieurs gérants. Si plusieurs gérants sont nommés, ils constituent un conseil de gérance. Le(s) gérant(s) ne sont pas obligatoirement associés.

Les membres du conseil de gérance peuvent ou non être répartis en deux catégories, nommés respectivement «gérants de catégorie A» et «gérants de catégorie B». Une telle classification des gérants doit être enregistrée dans le procès-verbal de l'assemblée concernée et les gérants doivent être identifiés par rapport à la classe à laquelle ils appartiennent.

Les gérants sont nommés et révoqués à tout moment, avec ou sans motifs, par l'assemblée générale des associés, qui détermine leurs pouvoirs et la durée de leurs fonctions, et qui statue à la majorité simple. Si aucun terme n'est indiqué, les gérants sont nommés pour une période indéterminée. Les gérants sont rééligibles mais leur nomination est également révocable avec ou sans motifs (ad nutum) à tout moment.

Dans les rapports avec les tiers, le(s) gérant(s) a (ont) tous pouvoirs pour agir au nom de la Société et pour effectuer et approuver tous actes et opérations conformément à l'objet social et pourvu que les termes du présent article aient été respectés.

Tous les pouvoirs non expressément réservés à l'assemblée générale des associés par la Loi ou les Statuts seront de la compétence du gérant unique ou en cas de pluralité de gérants, du conseil de gérance.

Le gérant, ou en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance, détermine les responsabilités et la rémunération (s'il y en a) de ces agents, la durée de leurs mandats ainsi que toutes autres conditions de leur mandat.

La société sera engagée, en toutes circonstances, vis-à-vis des tiers, par la seule signature de son gérant unique, et, en cas de pluralité de gérants, par la seule signature de chaque gérant, à condition toutefois que si l'assemblée générale des associés a nommé différentes catégories de gérants (à savoir les gérants de catégorie A et les gérants de catégorie B) la Société ne sera valablement engagée que par la signature conjointe d'un gérant de catégorie A et d'un gérant de catégorie B (y compris par voie de représentation).

Dans tous les cas, la Société sera valablement engagée par la seule signature de toute(s) personne(s) à qui de tels pouvoirs de signature auront été délégués, par le conseil de gérance, par le gérant unique ou, dans le cas de catégories de gérants, par un gérant de catégorie A et un gérant de catégorie B agissant ensemble (y compris par voie de représentation).

Art. 12. Les décisions des gérants sont prises en réunions du conseil de gérance.

Un avis écrit de toute réunion du conseil de gérance doit être donné aux gérants vingt-quatre (24) heures au moins avant la date prévue pour la réunion du conseil de gérance, sauf s'il y a urgence sociale ou autre, auquel cas la nature et

les motifs de l'urgence doivent être mentionnée dans l'avis. Cette convocation peut être omise avec l'assentiment de chaque gérant par écrit, par câble, télégramme, télex, courrier électronique, télécopieur ou tout autre moyen de communication similaire. Une convocation spéciale ne sera pas requise pour une réunion du conseil de gérance qui se tiendra à un moment et un endroit déterminés dans une résolution préalablement adoptée par le conseil de gérance.

Chaque gérant peut prendre part aux réunions du conseil de gérance en désignant par écrit ou par téléfax, câble, télégramme ou télex un autre gérant pour le représenter.

Le conseil de gérance ne pourra délibérer et agir valablement que si la majorité des gérants est présente ou représentée et, si des gérants de catégorie A et des gérants de catégorie B ont été nommés, que si au moins un gérant de catégorie A et un gérant de catégorie B sont présents ou représentés.

Les décisions du conseil de gérance sont prises valablement à la majorité des voix des gérants présents ou représentés et si des gérants de catégorie A et des gérants de catégorie B ont été nommés, ces résolutions ont été approuvées par au moins un gérant de catégorie A et un gérant de catégorie B.

Les procès-verbaux des réunions du conseil de gérance seront signés par un des gérants ou, dans le cas de classes de gérants, par un gérant de classe A et un gérant de classe B ou par toute manière telle que approuvée lors du conseil de gérance en question.

Les copies ou extraits de ces procès qui peuvent être produites en justice ou ailleurs seront signés par l'un quelconque des gérants ou, dans le cas de classes de gérants, par une classe A et un gérant de classe B, ou par toute manière telle que approuvée lors du conseil de gérance en question ou à une réunion du conseil ultérieure.

Les résolutions circulaires signées par tous les gérants, produiront effet au même titre que les décisions prises à une réunion du conseil de gérance. Les signatures des gérants peuvent être apposées sur un document unique ou sur plusieurs copies d'une résolution unique, envoyées par lettre, téléfax ou courrier électronique.

Dans ces cas, les résolutions ou décisions à prendre seront expressément prises, soit formulées par écrit par voie circulaire, par courrier ordinaire, électronique ou télécopie, soit par téléphone, téléconférence ou autre moyen de télécommunication.

L'utilisation de la vidéo conférence et de conférence téléphonique est autorisée si chaque participant est en mesure d'entendre et d'être entendu par tous les membres du Conseil de Gérance participants, utilisant ou non ce type de technologie. Ledit participant sera réputé présent à la réunion et sera habilité à prendre part au vote via téléphone ou la vidéo.

Art. 13. Un gérant ne contracte en raison de ses fonctions, aucune obligation personnelle quant aux engagements régulièrement pris par lui au nom de la Société; simple mandataire, il n'est responsable que de l'exécution de son mandat.

Décisions des associés

Art. 14. L'associé unique exerce tous les pouvoirs qui sont attribués par la Loi à l'assemblée générale des associés.

Chaque associé possède des droits de vote proportionnels au nombre de parts sociales détenues par lui.

Tout associé pourra se faire représenter aux assemblées générales des associés de la Société en désignant par écrit, soit par lettre, télégramme, télex, téléfax ou courrier électronique une autre personne comme mandataire.

Les décisions des associés sont prises en assemblées générales.

Toutefois, la tenue d'assemblées générales n'est pas obligatoire, tant que le nombre des associés est inférieur à vingt-cinq.

Les assemblées générales des associés doivent être convoquées par une convocation adressée par lettre recommandée aux associés à leur adresse figurant dans le registre des associés détenues par la Société au moins huit (8) jours avant la date de l'assemblée. Si la totalité du capital social de la Société est représentée à une assemblée, elle peut être tenue sans préavis.

La direction peut décider que chaque associé recevra le texte complet de chaque résolution ou décision à prendre, expressément formulées par écrit, transmis par lettre, télégramme, télex, télécopie ou e-mails.

Dans le cas de résolutions écrites, le texte de ces résolutions doit être envoyé aux associés, à leurs adresses inscrites dans le registre des associés détenues par la Société au moins huit (8) jours avant la date effective proposée des résolutions. Les résolutions prennent effet dès l'approbation de la majorité comme prévu par la loi pour les décisions collectives (ou sujet à la satisfaction des exigences de majorité, à la date y précisée). Une résolution circulaire écrite unanime peut être passée à tout moment sans préavis.

. Les associés exprimeront leur vote en signant la résolution circulaire. Les signatures des associés apparaîtront sur un document unique ou sur plusieurs copies d'une résolution identique envoyées par lettre, téléfax ou courrier électronique.

Art. 15. Les résolutions ne sont valablement adoptées que pour autant qu'elles soient prises par les associés représentant plus de la moitié du capital social.

Si ce quorum n'est pas atteint lors de la première assemblée, une seconde assemblée sera immédiatement convoquée par lettre recommandée.

Lors de cette deuxième assemblée, les résolutions seront adoptées à la majorité des associés votant quelle que soit la portion du capital représenté.

Toutefois, les décisions ayant pour objet une modification des statuts ne pourront être prises qu'à la majorité des associés représentant les trois quarts du capital social et toute décision pour changer la nationalité de la Société doit être prises par les associés représentant cent pour cent du capital social émis

Toute assemblée se tiendra à Luxembourg ou à tout autre endroit que la gérance déterminera.

Exercice social - Comptes annuels

Art. 16. L'exercice social commence le premier janvier et se termine le 31 décembre.

Art. 17. Chaque année, avec effet au 31 décembre, la gérance établira le bilan qui contiendra l'inventaire des avoirs de la Société et de toutes ses dettes actives et passives, avec une annexe contenant en résumé tous ses engagements, ainsi que les dettes des gérants et associés envers la société.

Au même moment la gérance préparera un compte de profits et pertes qui sera soumis à l'assemblée ensemble avec le bilan.

Art. 18. Tout associé peut prendre communication au siège social de la Société de l'inventaire, du bilan et du compte de profits et pertes.

Art. 19. L'excédent favorable du compte de profits et pertes, après déduction des frais, charges et amortissements et provisions, constitue le bénéfice net de la Société.

Chaque année, cinq pour cent du bénéfice net seront affectés à la réserve légale. Ces prélèvements cesseront d'être obligatoires lorsque la réserve légale aura atteint un dixième du capital social, mais devront être repris jusqu'à entière reconstitution, si à un moment donné et pour quelque cause que ce soit, le fonds de réserve se trouve entamé.

Le solde du bénéfice net est distribué entre les associés.

Néanmoins, les associés peuvent, à la majorité prévue par la loi, décider qu'après déduction de la réserve légale, le bénéfice sera reporté à nouveau ou transféré à une réserve spéciale.

Nonobstant les dispositions précédentes, le Conseil de Gérance peut décider de payer des dividendes intérimaires aux associés avant la fin de l'exercice social sur base d'un état des comptes montrant que des fonds suffisants sont disponibles pour la distribution, étant entendu que (i) le montant à distribuer ne peut excéder, si applicable, les bénéfices réalisés depuis la fin du dernier exercice social, augmentés des bénéfices reportés et des réserves distribuables, mais diminués des pertes reportées et des sommes allouées à la réserve établie selon la Loi ou selon ces Statuts et que (ii) de telles sommes distribuées qui ne correspondent pas aux bénéfices effectivement réalisés seront remboursés par les associés.

Dissolution - Liquidation

Art. 20. Lors de la dissolution de la Société, la liquidation s'effectuera par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs, personnes physiques ou morales, nommés par l'assemblée générale qui détermine leurs pouvoirs et leurs émoluments.

La liquidation terminée, les avoirs de la Société seront attribués aux associés au pro rata de leur participation dans le capital de la Société.

Un associé unique peut décider de dissoudre la Société et de procéder à sa liquidation en prenant personnellement à sa charge tous les actifs et passifs, connus et inconnus, de la Société.

Loi applicable

Art. 21. Les lois mentionnées à l'article 1^{er}, ainsi que leurs modifications ultérieures, trouveront leur application partout où il n'est pas dérogé par les présents statuts.

Disposition transitoire

Exceptionnellement le premier exercice commencera le jour de la constitution pour finir le 31 décembre 2013.

Souscription - Libération

Les 17,900 (dix-sept mille neuf cents) parts sociales représentant l'intégralité du capital social ont toutes été souscrites par Hellman & Friedman Capital Partners VII, L.P., prénommé et représenté comme dit ci-dessus, et ont été intégralement libérées par des versements en numéraire, de sorte que la somme de CAD 17,900 (dix-sept mille neuf cents dollars canadiens) se trouve dès maintenant à la disposition de la Société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire instrumentant.

Frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution, s'élève à environ mille cinq cents Euros (1.500.- EUR).

Assemblée générale

Immédiatement après la constitution de la Société, le comparant précité, représentant la totalité du capital social, exerçant les pouvoirs de l'assemblée, a pris les résolutions suivantes:

1) Les personnes suivantes composeront le conseil de gérance de la Société pour une durée indéterminée

Gérant de catégorie A

- Monsieur Christian Ralison, avec adresse professionnelle au 4, rue Charles VI, L-1327 Luxembourg
- Monsieur François Cornelis, avec adresse professionnelle au 4, rue Charles VI, L-1327 Luxembourg

Gérant de catégorie B

- Madame Ingrid Moinet, avec adresse professionnelle au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg
- Madame Annick Clerinx, avec adresse professionnelle au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg

Conformément à l'article 11 des statuts, la Société se trouvera engagée par la signature conjointe d'un gérant de classe A et d'un gérant de classe B.

2) Le siège social de la Société est établi au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais constate par le présent qu'à la requête de la personne comparante les présents statuts sont rédigés en anglais suivis d'une version française, à la requête de la même personne et en cas de divergences entre le texte anglais et français, la version anglaise fera foi.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire, il a signé avec nous notaire la présente minute.

Signé: R. GALIOTTO et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 26 juillet 2013. Relation: LAC/2013/35100. Reçu soixante-quinze euros (75,- EUR).

Le Receveur (signé): I. THILL.

Pour expédition conforme, délivrée à la société sur demande, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 5 août 2013.

Référence de publication: 2013114000/439.

(130138073) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 août 2013.

Rihold S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 50.000,00.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 17, boulevard Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 179.269.

STATUTES

In the year two thousand and thirteen, on the twenty-fifth day of July.

Before us, Maître Francis Kessler, notary residing at Esch-sur-Alzette, Grand Duchy of Luxembourg.

THERE APPEARED:

Mr Pieter Henderikus Langelaan, born in s-Gravenhage (the Netherlands), on January 31, 1955, with business address at 17, boulevard Prince Henri, L-1724 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg,

here represented by Mrs Sofia Afonso-Da Chao Conde, notary clerk, residing professionally at 5, rue Zénon Bernard, L-4030 Esch-Sur-Alzette, Grand-Duchy of Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal.

The said proxy signed "ne varietur" by the attorney and the undersigned notary will remain attached to the present deed, in order to be recorded with it.

The appearing party represented as stated above has requested the undersigned notary, to state as follows the articles of incorporation of a private limited liability company (société à responsabilité limitée), which is hereby incorporated:

I. Name - Registered office - Object - Duration

Art. 1. Name. The name of the private limited liability company is "RIHOLD S.à r.l." (the "Company"). The Company is a private limited liability company (société à responsabilité limitée) governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg and, in particular, the law of August 10, 1915, on commercial companies, as amended (the "Law"), and these articles of association (the "Articles").

Art. 2. Registered office.

2.1. The registered office of the Company is established in the municipality of Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg. It may be transferred within the municipality by a resolution of the board of managers (the "Board"). The registered

office may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by a resolution of the members, acting in accordance with the conditions prescribed for the amendment of the Articles.

2.2. Branches, subsidiaries or other offices may be established in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by a resolution of the Board. Where the Board determines that extraordinary political or military developments or events have occurred or are imminent and that these developments or events may interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these circumstances. Such temporary measures have no effect on the nationality of the Company, which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, remains a Luxembourg incorporated company.

Art. 3. Corporate object.

3.1. The object of the Company is the acquisition of participations, in Luxembourg or abroad, in any companies or enterprises in any form whatsoever and the management of such participations. The Company may in particular acquire by subscription, purchase, and exchange or in any other manner any stock, shares and other participation securities, bonds, debentures, certificates of deposit and other debt instruments and more generally any securities and financial instruments issued by any public or private entity whatsoever. It may participate in the creation, development, management and control of any company or enterprise. It may further invest in the acquisition and management of a portfolio of intellectual property rights of any nature or origin whatsoever. It may open branches in Luxembourg and abroad.

3.2. The Company may borrow in any form except by way of public offer. It may issue by way of private placement only, notes, bonds and debentures and any kind of debt and/or equity securities. The Company may acquire participations in loans and/or lend funds including the proceeds of any borrowings and/or issues of debt securities to its subsidiaries, affiliated companies or to any other company. It may also give guarantees and grant securities in favor of third parties to secure its obligations or the obligations of its subsidiaries, affiliated companies or any other company. The Company may further pledge, transfer, encumber or otherwise create security over all or over some of its assets.

3.3. The Company may employ any techniques and instruments relating to its investments for the purpose of their efficient management, including techniques and instruments designed to protect the Company against credit, currency exchange, interest rate risks and other risks.

3.4. The Company may generally carry out any commercial, industrial or financial operation, which it may deem useful in the accomplishment and development of its purposes.

Art. 4. Duration.

4.1. The Company is formed for an unlimited duration.

4.2. The Company is not dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, incapacity, insolvency, bankruptcy or any similar event affecting one or several members.

II. Capital - Corporate units

Art. 5. Capital.

5.1. The corporate capital is set at fifty-thousand Euros (EUR 50,000), represented by fifty-thousand (50,000) corporate units in registered form, having a par value of one Euro (EUR 1) each, all subscribed and fully paid-up.

5.2. The corporate capital may be increased or decreased in one or several times by a resolution of the members, acting in accordance with the conditions prescribed for the amendment of the Articles.

Art. 6. Corporate units.

6.1. The corporate units are indivisible and the Company recognizes only one (1) owner per corporate unit. In case of joint ownership on one or several corporate unit(s) the members shall designate one (1) owner by corporate unit.

6.2. Corporate units are freely transferable among members.

Where the Company has a sole member, corporate units are freely transferable to third parties.

Where the Company has more than one member, the transfer of corporate units (inter vivos) to third parties is subject to the prior approval of the members representing at least three-quarters (3/4) of the corporate capital.

The transfer of corporate units by reason of death to third parties must be approved by the members representing at least three-quarters (3/4) of the rights owned by the survivors.

A corporate unit transfer is only binding upon the Company or third parties following a notification to, or acceptance by, the Company in accordance with article 1690 of the Civil Code.

6.3- A register of members is kept at the registered office and may be examined by each member upon request.

6.4. The Company may redeem its own corporate units provided that the Company has sufficient distributable reserves for that purpose or if the redemption results from a reduction of the Company's corporate capital.

III. Management - Representation

Art. 7. Appointment and Removal of managers.

7.1. The Company is managed by one or more managers appointed by a resolution of the members, which sets the term of their office. The managers need not be members.

7.2. The managers may be removed at any time (with or without cause) by a resolution of the members.

Art. 8. Board of managers. If several managers have been appointed, they will constitute a board of managers (the "Board"). The member(s) may decide to qualify the appointed managers as category A managers (the "Category A Managers") and category B managers (the "Category B Managers").

8.1. Powers of the board of managers

(i) All powers not expressly reserved to the member(s) by the Law or the Articles fall within the competence of the Board, who has all powers to carry out and approve all acts and operations consistent with the corporate object.

(ii) Special and limited powers may be delegated for specific matters to one or more agents by the Board.

(iii) The Board may from time to time sub-delegate its powers for specific tasks to one or several ad hoc agent(s) who need not be member(s) or manager(s) of the Company. The Board will determine the powers, duties and remuneration (if any) of its agent(s), the duration of the period of representation and any other relevant conditions of his/their agency.

8.2. Procedure

(i) The Board meets upon the request of any manager, at the place indicated in the convening notice which, in principle, is in Luxembourg.

(ii) Written notice of any meeting of the Board is given to all managers at least twenty-four (24) hours in advance, except in case of emergency, the nature and circumstances of which are set forth in the notice of the meeting.

(iii) No notice is required if all members of the Board are present or represented and if they state to have full knowledge of the agenda of the meeting. Notice of a meeting may also be waived by a manager, either before or after a meeting. Separate written notices are not required for meetings that are held at times and places indicated in a schedule previously adopted by the Board.

(iv) A manager may grant a power of attorney to another manager in order to be represented at any meeting of the Board.

(v) The Board can deliberate or act validly only if a majority of the managers is present or represented at a meeting of the board of managers, including at least one Category A Manager and one Category B Manager in the case that the member(s) has(have) qualified the managers as Category A Managers and Category B Managers. Decisions shall be taken by a majority vote of the managers present or represented at such meeting, including at least one vote of a Category A Manager and one vote of a Category B Manager in the case that the member(s) has(have) qualified the managers as Category A Managers and Category B Managers.

(vi) The resolutions of the meeting of the Board are taken in written form and reported on minutes. Such minutes are signed by all the managers present.

(vii) Any manager may participate in any meeting of the Board by telephone or video conference or by any other means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to identify, hear and speak to each other. The participation by these means is deemed equivalent to a participation in person at a meeting duly convened and held. The meeting will be dated as at the date of the holding. The decision will also be valid as the date of the holding. The minutes will be signed later by the manager participating to the Board by such means.

(viii) Circular resolutions signed by all the managers (the "Managers Circular Resolutions"), are valid and binding as if passed at a Board meeting duly convened and held and bear the date of the last signature.

8.3. Representation

(i) The Company shall be bound towards third parties in all matters by the sole signature of any manager acting solely for an amount which does not exceed ten thousand Euros (EUR 10,000), or the joint signature of any Category A Manager and any Category B Manager of the Company in the case that the member(s) has(have) qualified the managers as Category A Managers and Category B Managers or by the joint or single signatures of any persons to whom such signatory power has been validly delegated in accordance with articles 8.1. (ii) and 8.3 (ii) of these Articles.

(ii) The Company is also bound towards third parties by the signature of any persons to whom special powers have been delegated by the Board.

Art. 9. Sole manager.

9.1 If the Company is managed by a sole manager, any reference in the Articles to the Board or the managers is to be read as a reference to such sole manager, as appropriate.

9.2. The Company is bound towards third parties by the signature of the sole manager.

9.3. The Company is also bound towards third parties by the signature of any persons to whom special powers have been delegated.

Art. 10. Liability of the managers. The managers may not, by reason of their mandate, be held personally liable for any commitments validly made by them in the name of the Company, provided such commitments comply with the Articles and the Law.

IV. Member(s)

Art. 11. General meetings of members and Members circular resolutions.

11.1. Powers and voting rights

(i) Resolutions of the members are adopted at a general meeting of members (the "General Meeting") or by way of circular resolutions (the "Members Circular Resolutions") in case the number of members of the Company is less or equal to twenty-five.

(ii) Where resolutions are to be adopted by way of Members Circular Resolutions, the text of the resolutions is sent to all the members, in accordance with the Articles. Members Circular Resolutions signed by all the members are valid and binding as if passed at a General Meeting duly convened and held and bear the date of the last signature.

(iii) Each corporate unit entitles to one (1) vote.

11.2. Notices, quorum, majority and voting procedures

(i) The members are convened to General Meetings or consulted in writing at the initiative of any manager or members representing more than one-half (1/2) of the corporate capital.

(ii) Written notice of any General Meeting is given to all members at least eight (8) calendar days in advance of the date of the meeting, except in case of emergency, the nature and circumstances of which are set forth in the notice of the meeting.

(iii) General Meetings are held at such place and time specified in the notices.

(iv) If all the members are present or represented and consider themselves as duly convened and informed of the agenda of the meeting, the General Meeting may be held without prior notice.

(v) A member may grant a written power of attorney to another person, whether or not a member, in order to be represented at any General Meeting.

(vi) Resolutions to be adopted at General Meetings or by way of Members Circular Resolutions are passed by members owning more than one-half (1/2) of the corporate capital. If this majority is not reached at the first General Meeting or first written consultation, the members are convened by registered letter to a second General Meeting or consulted a second time and the resolutions are adopted at the General Meeting or by Members Circular Resolutions by a majority of the votes cast, regardless of the proportion of the corporate capital represented.

(vii) The Articles are amended with the consent of a majority (in number) of members owning at least three-quarters (3/4) of the corporate capital.

(viii) Any change in the nationality of the Company and any increase of a member's commitment in the Company require the unanimous consent of the members.

Art. 12. Sole member.

12.1. Where the number of members is reduced to one (1), the sole member exercises all powers conferred by the Law to the General Meeting.

12.2. Any reference in the Articles to the members and the General Meeting or to Members Circular Resolutions is to be read as a reference to such sole member or the resolutions of the latter, as appropriate.

12.3. The resolutions of the sole member are recorded in minutes or drawn up in writing.

V. Annual accounts - Allocation of profits - Supervision

Art. 13. Financial year and Approval of annual accounts.

13.1. The financial year begins on the first (1st) of January of each year and ends on the thirty-first (31) of December of the same year.

13.2. Each year, the Board prepares the balance sheet and the profit and loss account, as well as an inventory indicating the value of the Company's assets and liabilities, with an annex summarizing the Company's commitments and the debts of the manager(s) and members towards the Company.

13.3. Each member may inspect the inventory and the balance sheet at the registered office.

13.4. The balance sheet and profit and loss account are approved at the annual General Meeting or by way of Members Circular Resolutions within six (6) months from the closing of the financial year.

13.5. In case the number of members of the Company exceeds twenty-five (25), the annual General Meeting shall be held each year on the third Tuesday of June each year at 3.00 pm at the registered office of the Company, and if such day is not a day on which banks are opened for general business in the city of Luxembourg (i.e. a "Business Day"), on the next following Business Day at the same time and place.

Art. 14. Commissaire aux comptes - Réviseurs d'entreprises.

14.1. In case the number of members of the Company exceeds twenty-five (25), the supervision of the Company shall be entrusted to one or more statutory auditor(s) (commissaire(s) aux comptes), who may or may not be members.

14.2. The operations of the Company are supervised by one or several independent auditor(s) (réviseur(s) d'entreprises), when so required by law.

14.3. The members appoint the statutory auditor (commissaire aux comptes), if any and independent auditor (réviseur d'entreprises), if any, and determine their number, remuneration and the term of their office, which may not exceed six (6) years. The statutory auditor (commissaire aux comptes) and the independent auditor (réviseur d'entreprises) may be reappointed.

Art. 15. Allocation of profits.

15.1. From the annual net profits of the Company, five per cent (5%) is allocated to the reserve required by Law. This allocation ceases to be required when the legal reserve reaches an amount equal to ten per cent (10%) of the corporate capital.

15.2. The members determine how the balance of the annual net profits is disposed of. It may allocate such balance to the payment of a dividend, transfer such balance to a reserve account or carry it forward.

15.3. Interim dividends may be distributed, at any time, under the following conditions:

- (i) interim accounts are drawn up by the Board;
- (ii) these interim accounts show that sufficient profits and other available reserves (including share premium) are available for distribution; and
- (iii) the decision to distribute interim dividends must be taken by the Board within two (2) months from the date of the interim accounts.

VI. Dissolution - Liquidation

Art. 16.

16.1. The Company may be dissolved at any time, by a resolution of the members, adopted by one-half (1/2) of the members holding three-quarters (3/4) of the corporate capital. The members appoint one or several liquidators, who need not be members, to carry out the liquidation and determine their number, powers and remuneration. Unless otherwise decided by the members, the liquidators have the broadest powers to realize the assets and pay the liabilities of the Company.

16.2. The surplus after the realization of the assets and the payment of the liabilities is distributed to the members in proportion to the corporate units held by each of them.

VII. General provisions

Art. 17.

17.1. Notices and communications are made or waived and the Managers Circular Resolutions as well as the Members Circular Resolutions are evidenced in writing, by telegram, telefax, e-mail or any other means of electronic communication.

17.2. Powers of attorney are granted by any of the means described above. Powers of attorney in connection with Board meetings may also be granted by a manager in accordance with such conditions as may be accepted by the Board.

17.3. Signatures may be in handwritten or electronic form, provided they fulfill all legal requirements to be deemed equivalent to handwritten signatures. Signatures of the Managers Circular Resolutions or the Members Circular Resolutions, as the case may be, are affixed on one original or on several counterparts of the same document, all of which taken together constitute one and the same document.

17.4. All matters not expressly governed by the Articles are determined in accordance with the Law and, subject to any non waiver provisions of the law, any agreement entered into by the members from time to time.

Transitory provision

The first financial year begins on the date of this deed and ends on December 31, 2014.

Subscription and Payment

Mr Pieter Henderikus Langelaan, pre-named, subscribes fifty-thousand (50,000) corporate units.

The amount of fifty-thousand Euros (EUR 50,000) is at the disposal of the Company by contribution in kind consisting in the contribution by Mr Pieter Henderikus Langelaan, pre-named, to the Company, of fifty thousand (50,000) shares with a nominal value of one Euro (EUR 1) each representing fifty percent (50%) of the corporate units of international quiding S.à r.l., a limited liability company incorporated under the laws of Luxembourg, having its registered office at 17, boulevard Prince Henri, L-1724 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register ("Registre du Commerce et des Sociétés") under number B171851 (the "Contributed Company"), and valued at fifty thousand Euro (EUR 50,000).

Evidence of the contribution's existence and value

Proof of the existence and value of the contribution in kind has been given by a declaration from Mr Pieter Henderikus Langelaan, pre-named, as member of the Contributed Company.

Effective implementation of the contribution

Mr Pieter Henderikus Langelaan, pre-named, declares that:

- 1) The description of the contribution in kind is correct;
- 2) The value of the contribution in kind is at least equal to fifty-thousand EUR (EUR 50,000); and
- 3) The contributed corporate units are freely transferable and not pledged.

Costs

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever to be borne by the Company in connection with its incorporation are estimated at approximately one thousand seven hundred fifty Euro (EUR 1,750).

Resolutions of the sole member

Immediately after the incorporation of the Company, the sole member of the Company, representing the entire subscribed capital, has passed the following resolutions:

1. The following persons are appointed as managers of the Company for an indefinite period:

Mr Rick Langelaan, born in The Hague (the Netherlands) on 31 January 1955, with professional address at 17, boulevard Prince Henri, L-1724 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg as category A manager of the Company;

Mr Paul de Haan, born in Alkmaar (the Netherlands), on June 20, 1971, with professional address at 17, boulevard Prince Henri, L-1724 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg as category B manager of the Company;

Mr Maarten van de Vaart, born in Castricum (the Netherlands), on December 02, 1959, with professional address at 17, boulevard Prince Henri, L-1724 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg as category B manager of the Company.

2. The registered office of the Company is set at 17, boulevard Prince Henri, L-1724 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

Declaration

The undersigned notary, who understands and speaks English, states that, on the request of the appearing party, this deed is drawn up in English, followed by a French version and, in case of divergences between the English text and the French text, the English text prevails.

WHEREOF, this deed was drawn up in Esch/Alzette, on the day stated above.

This deed has been read to the representative of the appearing party, and signed by the latter with the undersigned notary.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille treize, le vingt-cinq juillet.

Par-devant Maître Francis Kessler, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette, Grand-duché de Luxembourg.

A COMPARU:

M. Pieter Henderikus Langelaan, né à s-Gravenhage (Pays-Bas), le 31 janvier 1955, ayant son adresse professionnelle au 17, Boulevard Prince Henri, L-1724 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg,

ici représentés par Mme Sofia Da Chao Conde, clerc de notaire, demeurant professionnellement à 5, rue Zénon Bernard, L-4030 Esch-Sur-Alzette, Grand-Duché de Luxembourg, en vertu d'une procuration sous seing privé.

La prédite procuration, signée "ne varietur" par le mandataire et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte avec lequel elle sera enregistrée.

La partie comparante, représentée comme établi ci-dessus, a requis le notaire instrumentaire de documenter comme suit les statuts d'une société à responsabilité limitée qu'elle constitue par la présente:

I. Dénomination - Siège social - Objet- Durée

Art. 1^{er}. Dénomination. Le nom de la société à responsabilité limitée est "RIHOLD S.à r.l." (la «Société»). La Société est une société à responsabilité limitée régie par les lois du Grand-duché de Luxembourg, et en particulier par la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée (la «Loi»), ainsi que par les présents statuts (les «Statuts»).

Art. 2. Siège social.

2.1 Le siège social de la Société est établi à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg. Il peut être transféré dans la commune par décision du conseil de gérance (le «Conseil»). Le siège social peut être transféré en tout autre endroit du Grand-duché de Luxembourg par une résolution des associés, selon les modalités requises pour la modification des Statuts.

2.2 Il peut être créé des succursales, filiales ou autres bureaux tant au Grand-duché de Luxembourg qu'à l'étranger par décision du Conseil. Lorsque le Conseil estime que des développements ou événements extraordinaires d'ordre politique ou militaire se sont produits ou sont imminents, et que ces développements ou événements sont de nature à compromettre les activités normales de la Société à son siège social, ou la communication aisée entre le siège social et l'étranger, le siège social peut être transféré provisoirement à l'étranger, jusqu'à cessation complète de ces circonstances. Ces mesures provisoires n'ont aucun effet sur la nationalité de la Société qui, nonobstant le transfert provisoire de son siège social, reste une société luxembourgeoise.

Art. 3. Objet social.

3.1. La Société a pour objet la prise de participations, tant au Luxembourg qu'à l'étranger, dans d'autres sociétés ou entreprises sous quelque forme que ce soit et la gestion de ces participations. La Société pourra en particulier acquérir par souscription, achat, et échange ou de toute autre manière tous titres, actions et autres valeurs de participation, obligations, créances, certificats de dépôt et en général toutes valeurs ou instruments financiers émis par toute entité publique ou privée. Elle pourra participer à la création, au développement, à la gestion et au contrôle de toute société ou entreprise. Elle pourra en outre investir dans l'acquisition et la gestion d'un portefeuille de droits de propriété intellectuelle de quelque nature ou origine que ce soit. Elle peut créer des succursales à Luxembourg et à l'étranger.

3.2. La Société pourra emprunter sous quelque forme que ce soit sauf par voie d'offre publique. Elle peut procéder, uniquement par voie de placement privé, à l'émission d'actions et obligations et d'autres titres représentatifs d'emprunts et/ou de créances. La Société pourra acquérir des participations dans des prêts et/ou prêter des fonds, y compris ceux résultant des emprunts et/ou des émissions d'obligations, à ses filiales, sociétés affiliées et à toute autre société. Elle peut également consentir des garanties et des sûretés au profit de tierces personnes afin de garantir ses obligations ou les obligations de ses filiales, sociétés affiliées ou de toute autre société. La Société pourra en outre nantir, céder, grever de charges toute ou partie de ses avoirs ou créer, de toute autre manière, des sûretés portant sur toute ou partie de ses avoirs.

3.3. La Société peut employer toutes techniques et instruments liés à ses investissements en vue d'une gestion efficace, y compris des techniques et instruments destinés à protéger la Société contre le risque crédit, le risque de change, de fluctuations de taux d'intérêt et autres risques.

3.4. La Société peut, d'une manière générale, réaliser toutes opérations commerciales, techniques et financières, qui lui semblent nécessaires à l'accomplissement et au développement de son objet.

Art. 4. Durée.

4.1 La Société est formée pour une durée indéterminée.

4.2 La Société n'est pas dissoute en raison de la mort, de la suspension des droits civils, de l'incapacité, de l'insolvabilité, de la faillite ou de tout autre événement similaire affectant un ou plusieurs associés.

II. Capital - Parts sociales

Art. 5. Capital.

5.1 Le capital social est fixé à cinquante mille Euros (50.000 EUR), représenté par cinquante mille (50.000) parts sociales sous forme nominative, ayant une valeur nominale de un Euro (1 EUR) chacune, toutes souscrites et entièrement libérées.

5.2 Le capital social peut être augmenté ou réduit à une ou plusieurs reprises par une résolution des associés, adoptée selon les modalités requises pour la modification des Statuts.

Art. 6. Parts sociales.

6.1 Les parts sociales sont indivisibles et la Société ne reconnaît qu'un (1) seul propriétaire par part sociale. En cas d'indivision sur une ou plusieurs part(s) sociale(s) les associés désigneront un (1) propriétaire par part sociale.

6.2 Les parts sociales sont librement cessibles entre associés.

Lorsque la Société a un associé unique, les parts sociales sont librement cessibles aux tiers.

Lorsque la Société a plus d'un associé, la cession des parts sociales (inter vivos) à des tiers est soumise à l'accord préalable des associés représentant au moins les trois-quarts (3/4) du capital social.

La cession de parts sociales à un tiers par suite du décès doit être approuvée par les associés représentant les trois-quarts (3/4) des droits détenus par les survivants.

Une cession de parts sociales n'est opposable à l'égard de la Société ou des tiers, qu'après avoir été notifiée à la Société ou acceptée par celle-ci conformément à l'article 1690 du Code Civil.

6.3 Un registre des associés est tenu au siège social et peut être consulté à la demande de chaque associé.

6.4 La Société peut racheter ses propres parts sociales à condition que la Société ait des réserves distribuables suffisantes à cet effet ou que le rachat résulte de la réduction du capital social de la Société.

III. Gestion - Représentation

Art. 7. Nomination et Révocation des gérants.

7.1 La Société est gérée par un ou plusieurs gérants nommés par une résolution des associés, qui fixe la durée de leur mandat. Les gérants ne doivent pas obligatoirement être associés.

7.2 Les gérants sont révocables à tout moment (avec ou sans raison) par une décision des associés.

Art. 8. Conseil de gérance. Si plusieurs gérants sont nommés, ils constituent le conseil de gérance (le «Conseil»). Les associés peuvent décider de nommer les gérants en tant que gérant(s) de catégorie A (les «Gérants de Catégorie A») et gérant(s) de catégorie B (les «Gérants de Catégorie B»).

8.1 Pouvoirs du conseil de gérance

(i) Tous les pouvoirs non expressément réservés par la Loi ou les Statuts à ou aux associés sont de la compétence du Conseil, qui a tous les pouvoirs pour effectuer et approuver tous les actes et opérations conformes à l'objet social.

(ii) Des pouvoirs spéciaux et limités peuvent être délégués par le Conseil à un ou plusieurs agents pour des tâches spécifiques.

(iii) Le Conseil peut ponctuellement subdéléguer ses pouvoirs pour des tâches spécifiques à un ou plusieurs agents ad hoc, le(s)quel(s) peut(peuvent) ne pas être associé(s) ou gérant(s) de la Société. Le Conseil détermine les responsabilités et la rémunération (s'il y a lieu) de ce(s) agent(s), la durée de son/leur mandat(s) ainsi que toutes autres conditions de son/leur mandat(s).

8.2 Procédure

(i) Le Conseil se réunit sur convocation d'un gérant au lieu indiqué dans l'avis de convocation, qui en principe, est au Luxembourg.

(ii) Il est donné à tous les gérants une convocation écrite de toute réunion du Conseil au moins vingt-quatre (24) heures à l'avance, sauf en cas d'urgence, auquel cas la nature et les circonstances de cette urgence sont mentionnées dans la convocation à la réunion.

(iii) Aucune convocation n'est requise si tous les membres du Conseil sont présents ou représentés et s'ils déclarent avoir parfaitement eu connaissance de l'ordre du jour de la réunion. Un gérant peut également renoncer à la convocation à une réunion, que ce soit avant ou après ladite réunion. Des convocations écrites séparées ne sont pas exigées pour des réunions se tenant dans des lieux et à des heures fixées dans un calendrier préalablement adopté par le Conseil.

(iv) Un gérant peut donner une procuration à un autre gérant afin de le représenter à toute réunion du Conseil.

(v) Le Conseil ne peut délibérer et agir valablement que si la majorité de ses membres est présente ou représentée, comprenant au moins un Gérant de Catégorie A et un Gérant de Catégorie B si les gérants sont nommés en tant que Gérants de Catégorie A et Gérants de Catégorie B. Les décisions du Conseil sont valablement adoptées à la majorité des voix des gérants présents ou représentés, comprenant au moins un vote d'un Gérant de Catégorie A et un vote d'un Gérant de Catégorie B si les gérants sont nommés en tant que Gérants de Catégorie A et Gérants de Catégorie B.

(vi) Les résolutions de la réunion du Conseil sont prises par écrit et inscrites sur un procès-verbal. Ce procès-verbal est signé par tous les gérants présents.

(vii) Tout gérant peut participer à toute réunion du Conseil par téléphone ou visioconférence ou par tout autre moyen de communication permettant à l'ensemble des personnes participant à la réunion de s'identifier, de s'entendre et de se parler. La participation par un de ces moyens équivaut à une participation en personne à une réunion valablement convoquée et tenue. La réunion du Conseil sera datée à la date de sa tenue. Les résolutions seront également valables au jour de la réunion. Le procès-verbal sera signé plus tard par le gérant participant au Conseil par de tels moyens.

(viii) Des résolutions circulaires signées par tous les gérants (les «Résolutions Circulaires des Gérants») sont valables et engagent la Société comme si elles avaient été adoptées lors d'une réunion du Conseil valablement convoquée et tenue et portent la date de la dernière signature.

8.3 Représentation

(i) La Société sera engagée, en tout circonstance, vis-à-vis des tiers par la signature seule de tout gérant agissant seul pour tout montant n'excédant pas dix mille Euros (10.000 EUR), ou les signatures conjointes d'un Gérant de Catégorie A et d'un Gérant de Catégorie B si les gérants sont nommés en tant que Gérants de Catégorie A et Gérants de Catégorie B, ou par les signatures conjointes ou la signature unique de toutes personnes à qui de tels pouvoirs de signature ont été valablement délégués conformément aux articles 8.1. (ii) et 8.3 (ii) des Statuts.

(ii) La Société est également engagée vis-à-vis des tiers par la signature de toutes personnes à qui des pouvoirs spéciaux ont été délégués par le Conseil.

Art. 9. Gérant unique.

9.1 Si la Société est gérée par un gérant unique, toute référence dans les Statuts au Conseil ou aux gérants doit être considérée, le cas échéant, comme une référence au gérant unique.

9.2 La Société est engagée vis-à-vis des tiers par la signature du gérant unique.

9.3 La Société est également engagée vis-à-vis des tiers par la signature de toutes personnes à qui des pouvoirs spéciaux ont été délégués.

Art. 10. Responsabilité des gérants. Les gérants ne contractent, à raison de leur fonction, aucune obligation personnelle concernant les engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société, dans la mesure où ces engagements sont conformes aux Statuts et à la Loi.

IV. Associé(s)

Art. 11. Assemblées générales des associés et Résolutions circulaires des associés.

11.1 Pouvoirs et droits de vote

(i) Les résolutions des associés sont adoptées en assemblée générale des associés (l'«Assemblée Générale») ou par voie de résolutions circulaires (les «Résolutions Circulaires des Associés») dans le cas où le nombre d'associés est égal ou moindre que vingt-cinq (25).

(ii) Dans le cas où les résolutions sont adoptées par Résolutions Circulaires des Associés, le texte des résolutions est communiqué à tous les associés, conformément aux Statuts. Les Résolutions Circulaires des Associés signées par tous les associés sont valables et engagent la Société comme si elles avaient été adoptées lors d'une Assemblée Générale valablement convoquée et tenue et portent la date de la dernière signature.

(iii) Chaque part sociale donne droit à un (1) vote.

11.2 Convocations, quorum, majorité et procédure de vote

(i) Les associés sont convoqués aux Assemblées Générales ou consultés par écrit à l'initiative de tout gérant ou des associés représentant plus de la moitié (1/2) du capital social.

(ii) Une convocation écrite à toute Assemblée Générale est donnée à tous les associés au moins huit (8) jours avant la date de l'assemblée, sauf en cas d'urgence, auquel cas, la nature et les circonstances de cette urgence sont précisées dans la convocation à ladite assemblée.

(iii) Les Assemblées Générales seront tenues au lieu et heure précisés dans les convocations.

(iv) Si tous les associés sont présents ou représentés et se considèrent comme ayant été valablement convoqués et informés de l'ordre du jour de l'assemblée, l'Assemblée Générale peut se tenir sans convocation préalable.

(v) Un associé peut donner une procuration écrite à toute autre personne, associé ou non, afin de le représenter à toute Assemblée Générale.

(vi) Les décisions à adopter par l'Assemblée Générale ou par Résolutions Circulaires des Associés sont adoptées par des associés détenant plus de la moitié (1/2) du capital social. Si cette majorité n'est pas atteinte à la première Assemblée Générale ou première consultation écrite, les associés sont convoqués par lettre recommandée à une seconde Assemblée Générale ou consultés une seconde fois, et les décisions sont adoptées par l'Assemblée Générale ou par Résolutions Circulaires des Associés à la majorité des voix exprimées, sans tenir compte de la proportion du capital social représenté.

(vii) Les Statuts sont modifiés avec le consentement de la majorité (en nombre) des associés détenant au moins les trois-quarts (3/4) du capital social.

(viii) Tout changement de nationalité de la Société ainsi que toute augmentation de l'engagement d'un associé dans la Société exige le consentement unanime des associés.

Art. 12. Associé unique.

12.1 Si le nombre des associés est réduit à un (1), l'associé unique exerce tous les pouvoirs conférés par la Loi à l'Assemblée Générale.

12.2 Toute référence dans les Statuts aux associés et à l'Assemblée Générale ou aux Résolutions Circulaires des Associés doit être considérée, le cas échéant, comme une référence à l'associé unique ou aux résolutions de ce dernier.

12.3 Les résolutions de l'associé unique sont consignées dans des procès-verbaux ou rédigées par écrit.

V. Comptes annuels - Affectation des bénéfices - Contrôle

Art. 13. Exercice social et Approbation des comptes annuels.

13.1 L'exercice social commence le premier (1^{er}) janvier et se termine le trente et un (31) décembre de la même année.

13.2 Chaque année, le Conseil dresse le bilan et le compte de profits et pertes, ainsi qu'un inventaire indiquant la valeur des actifs et passifs de la Société, avec une annexe résumant les engagements de la Société ainsi que les dettes du ou des gérants et des associés envers la Société.

13.3 Tout associé peut prendre connaissance de l'inventaire et du bilan au siège social.

13.4 Le bilan et le compte de profits et pertes sont approuvés par l'Assemblée Générale annuelle ou par Résolutions Circulaires des Associés dans les six (6) mois de la clôture de l'exercice social.

13.5 Lorsque le nombre d'associés de la Société excède vingt-cinq (25) associés, l'Assemblée Générale annuelle doit se tenir chaque année le troisième mardi du mois de juin à 15.00 heures au siège social de la Société, et si ce jour n'est pas un jour ouvrable pour les banques à Luxembourg (un «Jour Ouvrable»), le Jour Ouvrable suivant à la même heure et au même lieu.

Art. 14. Commissaire aux comptes - Réviseurs d'entreprises.

14.1 Lorsque le nombre d'associés de la Société excède vingt-cinq (25) associés, les opérations de la Société sont contrôlées par un ou plusieurs commissaire(s) aux comptes, qui peuvent être associés ou non.

14.2 Les opérations de la Société seront supervisées par un ou plusieurs réviseurs d'entreprise, dans les cas prévus par la loi.

14.3 Les associés devront nommer le(s) commissaire(s) aux comptes/ réviseurs d'entreprise et déterminer leur nombre, leur rémunération et la durée de leur mandat, lequel ne pourra dépasser six (6) ans. Le(s) commissaire(s) aux comptes/ réviseur d'entreprise pourront être réélus.

Art. 15. Affectation des bénéfices.

15.1 Cinq pour cent (5%) des bénéfices nets annuels de la Société sont affectés à la réserve requise par la Loi. Cette affectation cesse d'être exigée quand la réserve légale atteint dix pour cent (10%) du capital social.

15.2 Les associés décident de l'affectation du solde des bénéfices nets annuels. Ils peuvent allouer ce bénéfice au paiement d'un dividende, l'affecter à un compte de réserve ou le reporter.

15.3 Des dividendes intérimaires peuvent être distribués, à tout moment, aux conditions suivantes:

- (i) des comptes intérimaires sont établis par le Conseil;
- (ii) ces comptes intérimaires montrent que des bénéfices et autres réserves disponibles (en ce compris la prime d'émission) suffisants sont disponibles pour une distribution; et
- (iii) la décision de distribuer des dividendes intérimaires doit être adoptée par le Conseil dans les deux (2) mois suivant la date des comptes intérimaires.

VI. Dissolution - Liquidation

Art. 16.

16.1 La Société peut être dissoute à tout moment, par une résolution des associés adoptée par la moitié (1/2) des associés détenant les trois-quarts (3/4) du capital social. Les associés nomment un ou plusieurs liquidateurs, qui n'ont pas besoin d'être associés, pour réaliser la liquidation et déterminent leur nombre, pouvoirs et rémunération. Sauf décision contraire des associés, les liquidateurs sont investis des pouvoirs les plus étendus pour réaliser les actifs et payer les dettes de la Société.

16.2 Le boni de liquidation après la réalisation des actifs et le paiement des dettes est distribué aux associés proportionnellement aux parts sociales détenues par chacun d'entre eux.

VII. Dispositions générales

Art. 17.

17.1 Les convocations et communications, respectivement les renonciations à celles-ci, sont faites, et les Résolutions Circulaires des Gérants ainsi que les Résolutions Circulaires des Associés sont établies par écrit, télégramme, télécopie, e-mail ou tout autre moyen de communication électronique.

17.2 Les procurations sont données par tout moyen mentionné ci-dessus. Les procurations relatives aux réunions du Conseil peuvent également être données par un gérant conformément aux conditions acceptées par le Conseil.

17.3 Les signatures peuvent être sous forme manuscrite ou électronique, à condition de satisfaire aux conditions légales pour être assimilées à des signatures manuscrites. Les signatures des Résolutions Circulaires des Gérants ou des Résolutions Circulaires des Associés, selon le cas, sont apposées sur un original ou sur plusieurs copies du même document, qui ensemble, constituent un seul et unique document.

17.4 Pour tous les points non expressément prévus par les Statuts, il est fait référence à la Loi et, sous réserve des dispositions légales d'ordre public, à tout accord conclu de temps à autre entre les associés.

Disposition transitoire

Le premier exercice social commence à la date du présent acte et s'achève le 31 décembre 2014.

Souscription et Libération

M. Pieter Henderikus Langelaan, prénommé, souscrit cinquante mille (50.000) parts sociales.

Le montant de cinquante mille Euros (50.000 EUR) est à la disposition de la Société, par apport en nature consistant en l'apport par M. Pieter Henderikus Langelaan, prénommé, à la Société, de cinquante mille (50.000) parts sociales d'une valeur nominale de un Euro (1 EUR) chacune, représentant cinquante pour cents (50%) des parts sociales de international quiding S.à r.l., une société à responsabilité limitée constituée sous les lois du Luxembourg, ayant son siège social au 17, boulevard Prince Henri, L-1724 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, enregistrée au Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B171851 (la "Société Apportée"), et évaluées à cinquante mille Euros (50.000 EUR).

Preuve de l'existence et Valeur de l'apport

Preuve de l'existence et de la valeur de cet apport en nature a été donnée par une déclaration de M. Pieter Henderikus Langelaan, prénommé, en tant qu'associé de la Société Apportée.

Réalisation effective de l'apport

M. Pieter Henderikus Langelaan, prénommé, par son mandataire, déclare que:

- 1) La description de l'apport en nature est correcte;
- 2) La valeur de l'apport en nature est au moins de cinquante mille euros (50.000 EUR); et
- 3) Les parts sociales apportées sont librement transférables.

Frais

Les dépenses, coûts, honoraires et charges de toutes sortes qui incombent à la Société du fait de sa constitution s'élèvent approximativement à mille sept cent cinquante Euros (1.750 EUR).

Résolutions de l'associé unique

Immédiatement après la constitution de la Société, l'associé unique de la Société, représentant l'intégralité du capital social souscrit, a pris les résolutions suivantes:

1. Les personnes suivantes sont nommées gérants de la Société pour une durée indéterminée:

M. Pieter Henderikus Langelaan, né à s-Gravenhage (Pays-Bas), le 31 janvier 1955, ayant son adresse professionnelle au 17, Boulevard Prince Henri, L-1724 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, comme gérant de catégorie A de la Société;

M. Paul de Haan, né à Alkmaar (Pays-Bas), le 20 juin 1971, ayant son adresse professionnelle au 17, boulevard Prince Henri, L-1724 Luxembourg, (Grand-Duché de Luxembourg) comme gérant de catégorie B de la Société;

M. Maarten van de Vaart, né à Castricum (Pays-Bas), le 02 décembre 1959, ayant son adresse professionnelle au 17, boulevard Prince Henri, L-1724 Luxembourg, (Grand-Duché de Luxembourg) comme gérant de catégorie B de la Société.

2. Le siège social de la Société est établi au 17, boulevard Prince Henri, L-1724 Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg).

Déclaration

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, déclare que, à la requête de la partie comparante, le présent acte est rédigé en anglais, suivi d'une traduction française et que, en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise fait foi.

FAIT ET PASSÉ à Esch/Alzette, à la date qu'en tête des présentes.

Lecture du présent acte ayant été faite au mandataire de la partie comparante, celui-ci a signé avec le notaire instrumentant, le présent acte.

Signé: Conde, Kessler.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 02 août 2013. Relation: EAC/2013/10348. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €

Le Receveur (signé): Santoni A.

POUR EXPEDITION CONFORME.

Référence de publication: 2013114221/544.

(130138081) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 août 2013.

(ES)² GROUP S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1338 Luxembourg, 72, rue du Cimetière.

R.C.S. Luxembourg B 179.355.

—
STATUTS

L'an deux mille treize,

Par-devant Maître Carlo WERSANDT, notaire de résidence à Luxembourg, en remplacement de Maître Henri HEL-LINCKX, notaire de résidence à Luxembourg, lequel dernier restera le dépositaire de la présente minute,

Ont comparu:

1. Monsieur Franck GALLAND, cadre dirigeant, demeurant 78, rue d'Assas, F-75006 Paris, ici représenté par Madame Françoise MAZE, employée privée, demeurant professionnellement 18-20, rue Michel Rodange, L-2430 Luxembourg,

en vertu d'un pouvoir daté du 24 avril 2013.

2. Madame Mélanie DENIS, épouse GALLAND, gérante de société, demeurant 78, rue d'Assas, F-75006 Paris, ici représentée par Madame Françoise MAZE, employée privée, demeurant professionnellement 18-20, rue Michel Rodange, L-2430 Luxembourg,

en vertu d'un pouvoir daté du 24 avril 2013.

Lesdits pouvoirs, après avoir été paraphés «ne varietur» par la comparante et le notaire instrumentaire, resteront annexés au présent acte pour être enregistrés avec lui.

Lesquels comparants représentés comme dit ci-dessus ont arrêté, ainsi qu'il suit, les statuts d'une société anonyme qu'ils vont constituer:

Titre I^{er} . Dénomination, Siège social, Objet, Durée, Capital social

Art. 1^{er} . La société est une société anonyme luxembourgeoise régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg (et en particulier, la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales (la «loi de 1915») et par la loi du 25 août 2006) et par les présents statuts (les «Statuts»).

La société adopte la dénomination de: «(ES) ² GROUP S.A.».

Art. 2. Le siège social est établi à Luxembourg-Ville.

Il peut être transféré vers toute autre commune à l'intérieur du Grand-Duché de Luxembourg au moyen d'une résolution de l'actionnaire unique ou en cas de pluralité d'actionnaires au moyen d'une résolution de l'Assemblée Générale de ses actionnaires délibérant selon la manière prévue pour la modification des Statuts.

Le Conseil d'Administration de la société («Le Conseil d'Administration») est autorisé à changer l'adresse de la société à l'intérieur de la commune du siège social statutaire.

Il peut être créé par simple décision du Conseil d'administration des succursales ou bureaux, tant dans le Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

Au cas où le conseil d'administration estime que des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social, de nature à compromettre l'activité normale du siège ou la communication de ce siège avec l'étranger se produiront ou seront imminents, il pourra transférer le siège social provisoirement à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales; cette mesure provisoire n'aura toutefois aucun effet sur la nationalité de la société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège, restera luxembourgeoise.

Art. 3. La société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 4. La société a pour objet principal la prestation de service, le conseil d'ingénierie en matière de résilience urbaine.

La société a pour objet, tant à Luxembourg qu'à l'étranger l'investissement dans des noms de domaines, l'acquisition ou l'exploitation de marques et de brevets.

La société a pour objet la prise de participations sous quelque forme que ce soit dans d'autres entreprises luxembourgeoises ou étrangères, la gestion, le contrôle et la mise en valeur de ses participations.

La société a également pour objet l'acquisition, la détention, l'exploitation, la mise en valeur, la vente ou la location d'immeubles, de terrains et autres, situés au Luxembourg ou à l'étranger, ainsi qu'à toutes les opérations financières, mobilières et immobilières y rattachées directement ou indirectement.

La société pourra s'intéresser à toutes valeurs mobilières, certificats de trésorerie, et toutes autres formes de placement, les acquérir par achat, souscription ou toute autre manière, les vendre ou les échanger.

La société pourra prendre part à l'établissement et au développement de toute entreprise industrielle ou commerciale et pourra prêter son assistance à pareille entreprise au moyen de prêts, d'avances, de garanties ou autrement.

La société pourra prêter ou emprunter avec ou sans intérêts, émettre des obligations et autres reconnaissances de dettes.

La société prendra toutes les mesures pour sauvegarder ses droits et fera toute opération quelconque qui se rattache en tout ou partie à son objet social.

La société peut réaliser son objet directement ou indirectement, en nom propre ou pour compte de tiers, seule ou en association, en effectuant toute opération de nature à favoriser ledit objet ou celui des sociétés dans lesquelles elle détient des intérêts.

Art. 5. Le capital social est fixé à EUR 31.000,- (trente et un mille euros), représenté par 310 (trois cent dix) actions de valeur nominale de EUR 100,- (cent euros) chacune.

Toutes les actions sont et resteront nominatives.

Le capital souscrit peut être augmenté ou réduit par décision de l'Assemblée Générale Extraordinaire de ou des actionnaires statuant comme en matière de modifications des statuts.

La société peut procéder au rachat de ses propres actions dans les limites fixées par la loi.

Art. 6. Si un actionnaire désire céder une ou plusieurs de ses actions, il les offrira d'abord aux autres actionnaires et notifiera au Conseil d'Administration, par lettre recommandée, le nombre des actions, le prix auquel il désire les aliéner, le nom et l'adresse du tiers acquéreur.

Le Conseil d'Administration notifiera dans les plus brefs délais le contenu de la lettre aux autres actionnaires.

Endéans le mois suivant la notification du Conseil d'Administration, chaque actionnaire peut informer le Conseil d'Administration qu'il souhaite acheter les actions mises en vente au prix spécifié.

Les conditions accessoires de la vente devront être les mêmes que celles convenues avec les tiers acquéreurs.

Dans cette hypothèse, l'actionnaire offrant sera dans l'obligation de transférer toutes les actions offertes aux actionnaires qui désirent les acheter et ces derniers seront dans l'obligation d'acheter toutes ces actions en proportion avec les actions détenues par chacun des actionnaires, contre paiement du prix demandé.

Si un ou plusieurs actionnaires déclarent sa volonté d'acheter comme stipulé ci-avant, les actions seront en premier lieu allouées aux actionnaires autant que possible en proportion avec les actions détenues par chacun des actionnaires.

Si aucun des actionnaires n'a exercé le droit d'acheter durant la période établie, l'actionnaire offrant sera libre durant trois mois de transférer ces actions au prix demandé par lui aux tiers acquéreurs.

Titre II. Administration, Surveillance

Art. 7. En cas de pluralité d'actionnaires, la société doit être administrée par un Conseil d'Administration composé de trois membres au moins, actionnaires ou non.

Si la société est établie par un actionnaire unique ou si à l'occasion d'une assemblée générale des actionnaires, il est constaté que la société a seulement un actionnaire restant, le Conseil d'Administration peut-être réduit à un administrateur (l'«Administrateur unique») jusqu'à la prochaine assemblée générale des actionnaires constatant l'existence de plus d'un actionnaire.

Une personne morale peut être membre du Conseil d'Administration ou peut être l'Administrateur Unique de la société. Dans un tel cas, son représentant permanent sera nommé ou confirmé en conformité avec la Loi de 1915.

Les Administrateurs ou l'Administrateur Unique sont nommés par l'assemblée générale des actionnaires pour une période n'excédant pas six ans et sont rééligibles. Ils peuvent être révoqués à tout moment par l'assemblée générale des actionnaires.

En cas de vacance du poste d'un administrateur pour cause de décès, de démission ou autre raison, les administrateurs restants nommés de la sorte peuvent se réunir et pourvoir à son remplacement, à la majorité des votes, jusqu'à la prochaine assemblée générale des actionnaires portant ratification du remplacement effectué.

Art. 8. Le Conseil d'Administration ne peut délibérer et statuer valablement que si la majorité de ses membres est présente ou représentée, le mandat entre administrateurs, qui peut être donné par écrit, télex ou téléfax, étant admis.

Dans le cas où un administrateur délégué serait nommé, sa présence au conseil d'administration sera obligatoire. Il pourra toutefois donner une procuration.

En cas d'urgence, les administrateurs peuvent émettre leur vote par écrit, email ou téléfax. Une décision prise par écrit, approuvée et signée par tous les administrateurs, produira effet au même titre qu'une décision prise à une réunion du conseil d'administration. Les décisions du conseil d'administration sont prises à la majorité des voix. En cas de partage des voix, la voix de l'administrateur délégué est prépondérante.

Art. 9. Le Conseil d'Administration a le pouvoir d'accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet social, à l'exception de ceux que la loi ou les statuts réservent à l'assemblée générale.

Art. 10. Le Conseil d'Administration peut déléguer la gestion journalière de la société à un ou plusieurs administrateurs qui prendront la dénomination d'administrateurs délégués.

Toutefois, le premier administrateur délégué peut-être nommé par l'assemblée générale.

Il peut aussi confier la direction de l'ensemble ou de telle partie ou branche spéciale des affaires sociales à un ou plusieurs directeurs, et donner des pouvoirs spéciaux pour des affaires déterminées à un ou plusieurs fondés de pouvoirs, choisis dans ou hors son sein, associés ou non.

Art. 11. Les actions judiciaires, tant en demandant qu'en défendant, seront suivies au nom de la société par le Conseil d'Administration agissant par son Président ou un administrateur-délégué.

Art. 12. Le Conseil d'Administration est autorisé à procéder à des versements d'acomptes sur dividendes conformément aux conditions et suivant les modalités fixées par la loi.

Art. 13. La surveillance de la société est confiée à un ou plusieurs commissaires, ils sont nommés pour un terme qui ne peut excéder six ans. Ils sont rééligibles.

Art. 14. La société se trouve engagée, en cas d'administrateur unique, par la signature unique de son administrateur unique, ou en cas de pluralité d'administrateurs, par la signature collective de deux administrateurs.

Dans le cas où un administrateur délégué serait nommé, la société serait engagée par la signature collective de deux administrateurs dont obligatoirement la signature de l'administrateur-délégué ou par la signature individuelle de l'administrateur-délégué.

Titre III. Assemblée générale et répartition des bénéfices

Art. 15. La société peut avoir un actionnaire unique lors de la constitution ainsi que par la réunion de toutes ses actions en une seule main. Le décès ou la dissolution de l'actionnaire unique n'entraîne pas la dissolution de la société.

S'il y a seulement un actionnaire, l'actionnaire unique assure tous les pouvoirs conférés à l'assemblée générale des actionnaires et prend les décisions par écrit.

En cas de pluralité d'actionnaires, l'assemblée générale des actionnaires représente tous les actionnaires de la société. Elle a les pouvoirs les plus étendus pour ordonner, ratifier ou exécuter tous les actes relatifs à l'activité de la société.

Les convocations pour les assemblées générales sont faites conformément aux dispositions légales.

Elles ne sont pas nécessaires lorsque tous les actionnaires sont présents ou représentés, et qu'ils déclarent avoir eu préalablement connaissance de l'ordre du jour.

Sauf dans les cas déterminés par la loi ou les Statuts, les décisions prises par l'Assemblée Ordinaire des actionnaires sont adoptées à la majorité simple des voix.

Lorsque la société a un actionnaire unique, ses décisions sont des résolutions écrites.

Une assemblée générale extraordinaire des actionnaires convoquée aux fins de modifier une disposition des Statuts ne pourra valablement délibérer que si au moins la moitié du capital est présente ou représentée et que l'ordre du jour indique les modifications statutaires proposées. Si la première de ces conditions n'est pas remplie, une seconde assemblée peut être convoquée, dans les formes prévues par les Statuts ou par la loi.

Cette convocation reproduit l'ordre du jour, en indiquant la date et le résultat de la précédente assemblée. La seconde assemblée délibère valablement, quelle que soit la proportion du capital représenté. Dans les deux assemblées, les résolutions, pour être valables, doivent être adoptées par une majorité des deux tiers des Actionnaires présents ou représentés.

Cependant, la nationalité de la société ne peut être changée et l'augmentation ou la réduction des engagements des actionnaires ne peuvent être décidées qu'avec l'accord unanime des actionnaires et sous réserve du respect de toute autre disposition légale.

L'assemblée générale décide de l'affectation ou de la distribution du bénéfice net.

L'assemblée générale est également autorisée à octroyer aux administrateurs une rémunération appelée tantièmes.

Art. 16. L'assemblée générale annuelle des actionnaires se réunit de plein droit au siège social ou à tout autre endroit de la commune du siège indiqué dans l'avis de convocation, le dernier vendredi du mois de juin à dix-sept heures.

Si ce jour est férié, l'assemblée se tiendra le premier jour ouvrable suivant.

Art. 17. Par décision de l'assemblée générale extraordinaire de ou des actionnaires, tout ou partie des bénéfices et réserves autres que ceux que la loi ou les statuts interdisent de distribuer peuvent être affectés à l'amortissement du capital par voie de remboursement au pair de toutes les actions ou d'une partie de celles-ci désignées par tirage au sort, sans que le capital exprimé ne soit réduit.

Les titres remboursés sont annulés et remplacés par des actions de jouissance qui bénéficient des mêmes droits que les titres annulés, à l'exclusion du droit au remboursement de l'apport et du droit de participation à la distribution d'un premier dividende attribué aux actions non amorties.

Titre IV. Exercice social, Dissolution

Art. 18. L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre de chaque année.

Art. 19. La société peut être dissoute par décision de l'assemblée générale, statuant suivant les modalités prévues pour les modifications des statuts.

Titre V. Disposition générale

Art. 20. La loi du dix août mil neuf cent quinze sur les sociétés commerciales, ainsi que ses modifications ultérieures trouveront leur application partout où il n'y est pas dérogé par les présents statuts.

Dispositions transitoires

1) Le premier exercice social commence le jour de la constitution et se termine le trente et un décembre deux mille treize.

2) La première assemblée générale ordinaire annuelle se tiendra en deux mille quatorze.

Souscription et Libération

Les statuts de la société ayant été ainsi arrêtés, les comparants, représentés comme indiqué ci-avant, déclarent souscrire aux actions du capital social comme suit:

1. - Monsieur Franck GALLAND, prénommé, (cent cinquante-six actions)	156 actions
2. - Madame Mélanie DENIS, épouse GALLAND, prénommée, (cent cinquante-quatre actions)	154 actions
Total:	310 actions

Toutes les actions ont été libérées par des versements bancaires, à concurrence de 25%, de sorte que la somme de EUR 7.750,- (sept mille sept cent cinquante euros) se trouve dès à présent à la disposition de la nouvelle société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire.

Constatation

Le notaire instrumentaire déclare avoir vérifié l'existence des conditions exigées par les articles 26, 26-3 et 26-5 de la loi du dix août mil neuf cent quinze sur les sociétés commerciales et en constate expressément l'accomplissement.

Estimation des frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge, en raison de sa constitution, s'élève approximativement à la somme de EUR 1.500,-.

Assemblée générale extraordinaire

Et à l'instant les comparants se sont constitués en assemblée générale extraordinaire à laquelle ils se reconnaissent dûment convoqués et après avoir constaté que celle-ci était régulièrement constituée, ont à l'unanimité des voix, pris les résolutions suivantes:

1. Le nombre des administrateurs est fixé à trois (3) et le nombre des commissaires à un (1).

2. Sont nommés administrateurs:

a) Monsieur Franck GALLAND, prénommé, né à Vincennes (France), le 18 juillet 1973,

b) Madame Mélanie DENIS, épouse GALLAND, prénommée, née à Reims (France), le 22 février 1973,

c) Madame Nelly NOEL, demeurant à L-2440 Luxembourg, 121, rue de Rollingergrund, née à Esch/Alzette, le 26 octobre 1946.

L'assemblée faisant usage de la faculté qui lui est reconnue par l'article 10 des statuts, de nommé Monsieur Franck GALLAND, en qualité d'administrateur délégué.

3. Est nommée commissaire aux comptes:

CAP CONSULTANT Sàrl, société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, dont le siège social est établi 3, rue de Turi, L-3378 Livange inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous la section B et le numéro 103.153.

4. Les mandats des administrateurs et du commissaire expireront immédiatement après l'assemblée générale statutaire de 2019 (deux mille dix-neuf).

5. L'adresse du siège social de la société est établie 72, rue du Cimetière, L-1338 Luxembourg (Bonnevoie).

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite à la représentante des comparants, connue du notaire par ses nom, prénom, état et demeure, elle a signé le présent acte avec un notaire.

Signé: F. MAZE et C. WERSANDT.

Enregistré à Luxembourg, A.C., le 2 août 2013. Relation: LAC/2013/36366. Reçu soixante-quinze euros (75,- EUR).

Le Receveur (signé): I. THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 8 août 2013.

Référence de publication: 2013114375/215.

(130139457) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 août 2013.

RAGLAN German Property S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1931 Luxembourg, 13-15, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 120.521.

La Société a été constituée suivant acte notarié, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations n°2241 du 30 novembre 2006.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012, ainsi que les informations et documents annexes ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 17 juillet 2013.

Signature

Un Mandataire

Référence de publication: 2013111574/15.

(130134721) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 août 2013.